

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL



CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

Dual Distribution

Rapport de l'Organisation internationale pour les réfugiés x)

Conformément à l'article V de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale pour les réfugiés, et à la résolution 128 (VI) du Conseil économique et social, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les réfugiés a envoyé au Secrétaire général le "Premier rapport annuel de l'Organisation internationale pour les réfugiés", ci-joint, pour qu'il le transmette au Conseil économique et social lors de sa neuvième session.

- x) Il n'existe qu'un nombre limité d'exemplaires de ce rapport. Les membres du Conseil n'en recevront donc que six exemplaires chacun; ils sont priés de bien vouloir s'en munir pour la session du Conseil. Les délégations des autres Etats, Membres des Nations Unies, qui ne sont pas Membres du Conseil, recevront deux exemplaires du rapport.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES REFUGIES

PREMIER

RAPPORT ANNUEL

A

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Genève,
31 mars 1949

PREMIER RAPPORT ANNUEL A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. INTRODUCTION

- Chapitre I: La Commission préparatoire et l'organisation de l'OIR.
Chapitre II: Accords
Chapitre III: Finances
Chapitre IV: Approvisionnements et transports

B. ACTIVITE ENTRE LE 1er JUILLET 1947 ET LE 31 DECEMBRE 1948

- Chapitre V: Santé, assistance et entretien
(a) Introduction
(b) Santé
(c) Services d'assistance sociale
(d) Services de l'emploi et formation professionnelle
(e) Relations avec les organisations bénévoles
Chapitre VI: Rapatriement et rétablissement
(a) Rapatriement
(b) Rétablissement
(c) Mouvements
Chapitre VII: Protection juridique et politique
Chapitre VIII: Réparations
Chapitre IX: Conseil de recours
Chapitre X: Service international de recherche

C. ACTIVITE ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DECEMBRE 1949

- Chapitre XI: Santé, assistance et entretien
Chapitre XII: Rapatriement et rétablissement
Chapitre XIII: Protection juridique et politique

D. CONFERENCES (y compris les réunions de la Commission préparatoire,
du Comité exécutif et du Conseil général)

E. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES

- ANNEXE I : RECAPITULATION DU BUDGET
Deuxième exercice financier
ANNEXE II: TABLEAUX STATISTIQUES
ANNEXE III: STRUCTURE DE L'ORGANISATION

A. INTRODUCTION

CHAPITRE I - LA COMMISSION PREPARATOIRE ET L'ORGANISATION DE L'OIR

Le 15 décembre 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Résolution n°62 (I) approuvant la constitution de l'Organisation internationale pour les réfugiés et l'Accord relatif aux dispositions provisoires devant être prises à l'égard des réfugiés et personnes déplacées. Au 31 décembre 1946, huit gouvernements avaient signé la Constitution et l'Accord relatif aux dispositions provisoires consacrant ainsi l'existence de la Commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés. Le Secrétaire général des Nations Unies a donc convoqué la première session de la Commission préparatoire qui s'est réunie au Palais des Nations à Genève, du 11 au 21 février 1947.

Au cours de la première partie de sa première session, la Commission préparatoire a élu Président S.E. M. Henri Ponsot, Ambassadeur de France, et a nommé Secrétaire exécutif M. Arthur J. Altmeyer, Président du Social Security Board des Etats-Unis.

Des représentants des deux organisations qui avaient été consultés au cours de la rédaction de la constitution de l'OIR, l'administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction et le Comité intergouvernemental pour les réfugiés, ont délibéré avec la Commission afin de lui prêter leur concours pour formuler des directives permettant un transfert méthodique à la nouvelle organisation de leurs fonctions, de leur personnel et de leurs avoirs.

On a alors établi des plans préliminaires pour exécuter les tâches dont l'OIR doit s'acquitter en vertu de sa constitution, favoriser le rapatriement et le rétablissement, déterminer les conditions requises pour avoir droit à l'assistance de l'OIR, élaborer des accords entre la CPOIR, d'une part, les gouvernements et les autorités d'occupation

d'autre part, recruter le personnel et recueillir les fonds nécessaires pour mener à bien la tâche de la Commission préparatoire.

Le Secrétaire général des Nations Unies, en réponse à une demande de la Commission préparatoire, a consenti à l'Organisation, par prélèvement sur le fonds de roulement des Nations Unies, une avance jusqu'à concurrence de 250.000 dollars des Etats-Unis. Sur cette somme, les Nations Unies devaient payer les traitements du personnel et les autres frais d'administration nécessaires au fonctionnement de l'organisation, étant entendu que l'OIR les rembourserait par la suite. Ces arrangements devaient demeurer en vigueur pendant quatre mois environ avant la prise en charge des opérations d'exécution par l'Organisation. Le Secrétaire général des Nations Unies a bien voulu également mettre à la disposition de l'OIR, pour qu'elle y installe son siège central, des bureaux au Palais des Nations à Genève.

La Commission préparatoire a tenu la deuxième partie de sa première session du 1er au 20 mai 1947. Le nombre des Etats signataires de la Constitution de l'OIR était entre temps passé à quatorze, mais cinq seulement de ces signatures comportaient une acceptation définitive de la **constitution** par les Etats Membres. Aux termes de la Constitution, l'acceptation formelle par quinze des Etats dont les contributions à la Partie I du budget d'exécution telles qu'elles avaient été approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies, s'élevaient à 75 pour 100 du montant total de ces contributions était nécessaire pour que l'organisation fût effectivement constituée. Au cours de cette session, la Commission a reconnu qu'il était peu probable que l'on obtînt, avant le 30 juin 1947, date à laquelle l'UNRRA et le CIR devaient mettre fin à leur activité, les quinze acceptations formelles nécessaires. Afin d'éviter une solution de continuité dans les opérations et conformément aux paragraphes 3 et 6 de l'accord relatif aux dispositions provisoires, la Commission a décidé d'assumer, à partir du 1er juillet 1947, la responsabilité des opérations concernant les réfugiés et personnes déplacées ayant

droit à l'assistance de l'OIR aux termes de la Constitution. Elle a décidé également de demander aux Etats Membres de la Commission préparatoire de faire l'avance d'une partie de leurs contributions pour financer les opérations entre le 1er juillet 1947 et le moment où l'OIR serait formellement constituée, ces avances devant être déduites de leur première contribution au budget de l'OIR elle-même. La Commission a également demandé à l'UNRRA et au CIR d'envisager le transfert à la Commission préparatoire de tous les fonds non utilisés dont ces organismes pourraient disposer au 30 juin 1947. Certains membres spécialement choisis du personnel de ces deux organismes chargé des opérations sur place ont été transférés à la CPOIR, en attendant son organisation définitive.

La Commission a constitué un Comité consultatif qui devait se réunir de temps à autre dans l'intervalle des sessions de la Commission préparatoire, afin d'aider le Secrétaire exécutif à s'acquitter des tâches plus lourdes que prévu dont il aurait à s'acquitter du fait de la décision de commencer les opérations actives. Ce Comité consultatif devait aussi conseiller le Secrétaire exécutif pour l'élaboration des plans d'organisation de l'OIR et pour la nomination du haut personnel. Par la suite, les attributions du Comité ont été étendues, afin de lui permettre de recommander à la Commission préparatoire les mesures à prendre à l'égard de tous les problèmes intéressant la mise en fonctionnement de l'OIR et non encore résolus.

Dans le courant du mois de juillet 1947, conformément aux dispositions prises par le Secrétaire exécutif, les membres du personnel du Siège du CIR qui avaient été choisis pour prêter leur concours à la Commission préparatoire ont été transférés au Siège de la CPOIR à Genève.

Pour faciliter les opérations d'exécution, la CPOIR a conservé pendant six semaines le centre régional de liaison de Paris qui avait précédemment servi de bureau européen des services des personnes déplacées de l'UNRRA. Pendant ce temps, le centre de Paris a dirigé la fusion des missions ou bureaux régionaux de l'UNRRA avec ceux du CIR, dans les différentes zones d'opération. Il a été fermé vers le milieu d'août 1947 et le personnel nécessaire a été transféré à Genève.

Lors de la troisième partie de sa première session, tenue en juillet 1947, la Commission préparatoire a pris acte de la démission du secrétaire exécutif, M. Arthur J. Altmeyer et a élu, pour le remplacer, M. William Hallam Tuck. Elle a nommé en même temps Sir Arthur Rucker, K.C.M.G., C.B., C.B.E., vice-secrétaire exécutif.

La Commission préparatoire s'est réunie pour la quatrième partie de sa première session en octobre 1947 et, pour la cinquième partie de cette même session, en janvier 1948.

Lors de la sixième partie de sa première session, tenue en mai 1948, la Commission préparatoire a pris certaines dispositions définitives en vue de la formation de l'OIR. A cette date, vingt et un Gouvernements avaient signé la Constitution. Quatorze d'entre eux avaient signé sans réserve d'approbation ultérieure ou avaient formellement accepté la constitution après l'avoir signée. Il suffisait donc qu'un seul autre Gouvernement achevât les formalités d'acceptation de la Constitution pour que celle-ci entrât en vigueur.

Le Secrétaire général des Nations Unies a déclaré que la Constitution était entrée en vigueur à compter du 20 août 1948. Etant donné ce qui précède, la Commission préparatoire, lors de la septième partie de sa première session, a officiellement convoqué, pour le 13 septembre 1948, la première session du Conseil général de l'OIR.

Aux termes de la Constitution, le Conseil général assure la direction suprême de l'Organisation et il est composé d'un représentant de chaque Etat membre. Il tient à l'heure actuelle deux sessions

ordinaires par an. La Constitution prévoit également un Comité exécutif chargé d'exercer les fonctions qui pourront être nécessaires pour mettre à exécution les décisions du Conseil général sur la politique à suivre et pour prendre des décisions ayant un caractère d'urgence, ces dernières étant sujettes à un nouvel examen par le Conseil général. Le Comité se réunit entre les sessions du Conseil selon les exigences des travaux. Les membres de l'OIR sont, à l'heure actuelle, les suivants:

Australie
Belgique
Canada
Chine
Danemark
Etats-Unis
France
Guatemala
Islande
Italie
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
République dominicaine
Royaume-Uni
Suisse
Vénézuéla

Le Conseil général a élu, lors de sa première session, les neuf Etats suivants pour faire partie du Comité exécutif :

Australie
Belgique
Canada
Chine
Etats-Unis
France
Norvège
Royaume-Uni
Vénézuéla

Le plus haut fonctionnaire de l'OIR est le Directeur général qui administre et dirige l'Organisation conformément aux décisions du Conseil général et du Comité exécutif. Le Conseil général, lors de sa première session, a nommé au poste de Directeur général M. William Hallam Tuck, qui avait été désigné par le Comité exécutif.

CHAPITRE II- ACCORDS

Au cours de la période initiale, la Commission préparatoire et, ultérieurement, l'Organisation elle-même, ont conclu un certain nombre d'accords avec les autorités gouvernementales des régions où l'Organisation exerce son activité, et avec un certain nombre de pays de réétablissement.

Les accords négociés avec les autorités d'occupation des zones américaines d'Allemagne et d'Autriche disposent que l'Organisation doit assumer directement la charge de l'assistance et de l'entretien des réfugiés, ainsi que l'administration des centres de rassemblement et qu'elle doit se charger du rapatriement, du réétablissement et de la protection juridique des réfugiés; ils disposent en outre qu'elle doit fournir des approvisionnements et facilités d'appoint. Les approvisionnements et les services de base dont a besoin l'organisation sont fournis par les autorités locales. Les accords définissent également le statut de l'Organisation, de son personnel, ainsi que celui des réfugiés et personnes déplacées et ils stipulent que l'ordre, la légalité et la sécurité seront maintenus par les autorités d'occupation et en étroite collaboration avec elles.

Les accords conclus avec les autorités britanniques et françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche diffèrent sur un point essentiel de ceux qui ont été conclus avec les autorités américaines d'occupation dans les zones britannique et française, en effet les autorités militaires administrent directement les centres de rassemblement. Elles le font sous le contrôle générale de l'Organisation et conformément aux principes énoncés dans la Constitution.

Des accords ont également été conclus avec les gouvernements d'un certain nombre d'Etats souverains sur le territoire desquels l'Organisation exerce son activité, la France, l'Italie, le Danemark et la Suisse; des négociations sont en cours avec d'autres gouvernements avec lesquels des

arrangements moins formels ont été pris. Ces accords et ces arrangements diffèrent selon la nature des fonctions que l'Organisation exerce dans chacun des pays, mais tous disposent que les opérations se dérouleront conformément aux principes énoncés par la Constitution et aux nécessités locales. Un accord a également été conclu avec le Gouvernement du Royaume-Uni au sujet de l'activité de l'Organisation dans le Moyen-Orient et en Afrique orientale. Des accords officiels ont été conclus avec les gouvernements français et suisse, fixant les privilèges et immunités de l'Organisation, de son personnel et des représentants des Etats Membres. Dans d'autres pays, des privilèges et immunités ont été obtenus par des arrangements moins formels, en attendant l'application à l'OIR de la convention spéciale des Nations Unies sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées (voir partie E. Relations avec les Nations Unies).

L'Organisation a également pris, en ce qui concerne le rétablissement des réfugiés en qualité d'immigrants, des arrangements formels ou non, avec les gouvernements de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, de l'Equateur, de la France (y compris l'Afrique du Nord) du Luxembourg, des pays-Bas, du Pérou, du Royaume-Uni, de la Turquie et du Vénézuéla. Un certain nombre d'accords de rétablissement sont en cours de négociation avec d'autres pays.

Un accord de rétablissement stipule normalement : la reconnaissance du statut et des fonctions de l'Organisation; la reconnaissance de son droit à déterminer les titres des réfugiés et personnes déplacées à son assistance aux termes de la Constitution; le droit pour le gouvernement du pays d'accueil de choisir les réfugiés; l'admission des proches parents; la non discrimination dans le choix des réfugiés pour des motifs de race, de religion ou de nationalité; l'établissement des droits des réfugiés en ce qui concerne l'emploi, la sécurité sociale, les relations contractuelles, etc.. ; enfin, la reconnaissance à l'Organisation de son

rôle de protecteur juridique et politique.

CHAPITRE III - FINANCES

Lorsque la Commission a commencé ses opérations le 1er juillet 1947, vingt pays avaient manifesté leur intention de devenir membres de l'OIR mais neuf d'entre eux seulement l'avaient fait.

Au cours du mois de juillet 1947, l'UNRRA et les Nations Unies ont consenti à la Commission des prêts s'élevant respectivement à 2.000.000 de dollars et à 500.000 dollars, pour lui permettre de commencer ses opérations, sous condition que la Commission préparatoire les remboursât trois mois plus tard.

Le budget requis aux termes de la Constitution pour le premier exercice financier de l'OIR était de 155.860.500 dollars, dont 4.800.000 dollars pour les dépenses administratives et 151.060.500 dollars pour les dépenses d'exécution; en outre, 5.000.000 dollars étaient affectés aux dépenses afférentes au rétablissement en grand.

Après en avoir dûment délibéré, et tenant compte du fait que les rentrées de fonds subiraient probablement des retards, la Commission a finalement décidé qu'on ne pourrait engager des dépenses d'administration et d'exécution que jusqu'à concurrence de 119.088.320 dollars, ou leur équivalent, plus 5.000.000 dollars ou leur équivalent pour le rétablissement en grand.

Trois facteurs, l'irrégularité des rentrées de fonds, leur convertibilité limitée et la nécessité de constituer les réserves exigées par la prudence en attendant les premières négociations et la fixation des obligations, ont empêché que l'on engageât la totalité des ressources au début de l'année. En conséquence, l'exécution de certains projets, entreprise vers la fin du premier exercice financier à l'aide des recettes de cet exercice, s'achève au cours du deuxième exercice.

La récapitulation du budget du deuxième exercice financier des opérations figure à l'Annexe I. On remarquera qu'environ 70.000.000 dollars,

soit 43 pour 100 ont été affectés au rétablissement, alors que 54.065.811 dollars seulement, soit 33 pour 100, ont été affectés à l'assistance et à l'entretien. Il y a là un changement radical par rapport au budget du premier exercice financier, dans lequel 63 pour 100 des ressources de l'Organisation étaient affectés à l'assistance et à l'entretien et 21 pour 100 seulement au rétablissement, au rapatriement et à la réinstallation.

Afin de gérer les fonds de l'Organisation internationale pour les réfugiés, on a créé une administration de finances chargée de contrôler les dépenses effectuées en trente-huit monnaies différentes par vingt-cinq bureaux principaux et de nombreux bureaux auxiliaires répartis dans toute l'Europe, l'hémisphère occidental, la Chine, le Moyen-Orient et les territoires africains. Des méthodes de comptabilité et de vérification ont été adoptées qui permettent d'obtenir rapidement des données d'ordre financier, d'accélérer l'établissement des plans d'opération et d'assurer à ceux-ci une certaine souplesse pour faire face aux besoins variables d'un programme qui évolue sans cesse.

Le principe adopté a été celui des propositions de répartition de crédits en vertu duquel les bureaux locaux adressent tous les trois mois des prévisions de dépenses au siège central à Genève. Ces demandes de crédits sont examinées et, si elles sont approuvées, les crédits sont accordés. Aucun engagement de dépense n'a lieu ensuite, à moins qu'il soit sanctionné par les Services financiers, compte dûment tenu de la situation financière de l'ensemble de l'Organisation. Les rapports mensuels de dépenses envoyés par les bureaux locaux sont centralisés au siège, qui publie des états trimestriels.

La vérification est assurée par une société internationale d'experts comptables. Deux mois après la fin du premier exercice financier, les comptes de l'exercice étaient arrêtés et soumis au Conseil général. On espère que les comptes vérifiés du deuxième exercice financier seront prêts aussi rapidement pour être soumis au Conseil général.

CHAPITRE IV - APPROVISIONNEMENTS ET TRANSPORTS

Approvisionnement

Non seulement l'OIR a fourni les approvisionnements essentiels en denrées alimentaires, combustibles et vêtements, mais encore elle a poursuivi l'exécution du programme de l'UNRRA consistant à importer et à distribuer des produits médicaux et sanitaires, du matériel d'enseignement et de formation professionnelle ainsi que des objets personnels. Les premiers stocks en avaient été repris de l'UNRRA. Dans toute la mesure du possible l'OIR se procure sur place les approvisionnements dont elle a besoin pour ses opérations, avec la collaboration soit des autorités militaires dans les zones d'occupation, soit des gouvernements en dehors de ces zones. Les approvisionnements qu'il est nécessaire d'importer pour compléter la production locale sont achetés là où ils peuvent l'être aux conditions les plus avantageuses dans les monnaies dont dispose l'Organisation.

Dans toute la mesure du possible, les navires affrétés par l'OIR pour le rétablissement des réfugiés sont utilisés, à leur retour en Europe, pour rapporter des approvisionnements. Quand cela est impossible, on a recours aux transports commerciaux. Pour l'achat des approvisionnements, on s'est toujours efforcé d'utiliser les monnaies fournies par les Etats Membres.

Les méthodes de ravitaillement varient de façon très sensible selon les régions où l'on opère. Par exemple dans les zones américaines d'Allemagne et d'Autriche la distribution des produits importés a été assurée surtout par le personnel de l'OIR en liaison avec les autorités d'occupation, tandis que dans les zones britannique et française

elle a été assumée par les autorités d'occupation. Les opérations de ravitaillement en Italie ont été entièrement assurées par l'OIR qui s'est chargée de fournir tous les approvisionnements et tout le matériel nécessaires à l'entretien des réfugiés, exception faite des services fournis par le Gouvernement italien aux termes de l'accord actuellement en vigueur entre l'OIR et ce Gouvernement. On s'est procuré la plupart des vivres, à l'exception de la viande fraîche et des légumes, par l'intermédiaire du Département de l'agriculture des Etats-Unis.

A la suite de la fusion économique des zones britannique, française et américaine en Allemagne, il a fallu modifier et les accords conclus entre l'OIR et les autorités d'occupation pour tenir compte des changements survenus dans les opérations effectuées dans cette région.

Pendant la plus grande partie de la première année d'activité, la région de l'Extrême-Orient a été ravitaillée presque exclusivement au moyen des stocks transférés par l'UNRRA à l'OIR, et la distribution en a été assurée au nom de l'OIR par l'American Joint Distribution Committee. Il a fallu se procurer sur place des denrées alimentaires et faire venir des vêtements des Etats-Unis; à partir de l'été 1948 c'est l'OIR qui s'est chargée de la distribution. En raison du transfert des réfugiés venant des régions de la Chine affectées par la guerre, on a procédé sur place à une certaine réadaptation pour tenir compte de la situation nouvelle et l'on organise à l'heure actuelle un réseau distinct de ravitaillement afin de pourvoir aux besoins des réfugiés momentanément hébergés aux Philippines. Des stocks ont été expédiés de Changhaï vers cette nouvelle région pour parer aux besoins immédiats. Au Moyen-Orient, presque tout a été acheté sur place.

Transports

Dans le domaine des transports, l'OIR a commencé ses opérations avec un total de 2.535 véhicules hérités des organisations qui l'avaient précédée. En outre, elle s'est vu attribuer un grand nombre de véhicules pris à l'ennemi ainsi que d'autres véhicules fournis par les autorités d'occupation. La multiplicité des modèles et l'état des véhicules ont créé un problème extrêmement difficile d'entretien et de fourniture de pièces détachées. L'achat de nouveaux véhicules a permis d'en remplacer plusieurs. On a pu ainsi réaliser des progrès sensibles dans le sens d'une standardisation, ce qui a permis de réduire les frais d'entretien et de remplacement.

D'une manière générale, la répartition des attributions en matière des transports entre l'OIR et les autorités d'occupation en Allemagne et en Autriche, s'est effectuée dans les conditions qui ont été indiquées plus haut pour les attributions en matière d'approvisionnement: dans la zone américaine des deux pays, l'OIR a été chargée du transport des approvisionnements à tous les échelons tandis que, dans les zones britannique et française, ce service a été surtout assuré par les autorités d'occupation. Dans ces dernières zones, l'OIR se borne essentiellement à fournir des véhicules de tourisme pour les déplacements administratifs.

Dans d'autres régions, l'OIR n'a disposé que de véhicules utilisés à des fins administratives et a dû faire appel aux ressources civiles pour se procurer la plupart des véhicules nécessaires au transport des marchandises.

B. ACTIVITE ENTRE LE 1er JUILLET 1947 ET LE 31 DECEMBRE 1948

CHAPITRE V - SANTE, ASSISTANCE ET ENTRETIEN

a) Introduction

Le 1er juillet 1947, la Commission préparatoire prenait à sa charge l'entretien d'environ 704.000 réfugiés et personnes déplacées remplissant les conditions requises. Dans les principaux secteurs d'opérations -- d'occupation d'Allemagne occidentale, Autriche, Italie et Moyen-Orient -- les réfugiés ont été entretenus dans des camps ou dans des centres de rassemblement. Ailleurs, notamment dans les pays d'Europe occidentale, cette assistance a été fournie par la mise en oeuvre d'un programme de secours en espèces versés aux individus et aux familles vivant dans le cadre de l'économie du pays intéressé.

Il a fallu procéder immédiatement à un recensement complet pour se procurer des renseignements d'ordre individuel et familial sur tous ceux qui demandaient l'assistance afin de déterminer la mesure dans laquelle chacun pouvait y prétendre et avait besoin de l'aide de l'Organisation. Pour ceux que l'on reconnaissait y avoir droit, on a mis en oeuvre un programme complet leur assurant denrées alimentaires, vêtements, objets personnels, services sanitaires, soins hospitaliers, orientation et formation professionnelle, enseignement, conseils individuels, services de protection de l'enfance et assistance d'organisations bénévoles.

A bien des égards ce programme ne faisait que reprendre celui dont les institutions qui ont précédé l'OIR, à savoir l'UNRRA et le CIR avaient entrepris l'application. Toutefois, après le 1er juillet 1947, il a été exécuté par un personnel considérablement réduit. On a pu y parvenir en confiant de plus en plus les tâches administratives aux réfugiés et aux

personnes déplacées par l'entremise de leurs comités de camp élus et sous la surveillance étroite de l'Organisation.

Normes d'assistance

La Commission préparatoire a approuvé en mai 1947 les principes applicables en matière d'assistance que le Conseil général a ensuite entérinés lors de sa première session. En bref, ces principes étaient les suivants : les rations alimentaires ne doivent pas être inférieures à celles de la population locale et doivent correspondre au niveau minimum de crise indiqué par les médecins et les diététiciens. En septembre 1948, lorsque ces principes ont été soumis à l'approbation du Conseil général, la valeur en calories des rations alimentaires dans les pays d'Europe où se trouvent des camps de réfugiés avait été relevée de telle manière qu'il n'y avait plus lieu de prévoir un supplément de calories en faveur des personnes déplacées se trouvant dans ces camps. Les distributions de vêtements se font compte tenu du climat ainsi que des occupations, de l'état de santé, de l'âge et du sexe de chacun. Le logement doit satisfaire aux exigences minima de l'hygiène et de la décence. Le plus grand nombre possible de réfugiés et de personnes déplacées doivent avoir la possibilité d'exercer un emploi utile et correspondant à leurs aptitudes. L'instruction des enfants et des adolescents doit être assurée toutes les fois que cela est possible. Tous les groupes doivent avoir la possibilité de célébrer leurs propres services religieux. L'application de ces principes dont on s'est occupé par priorité au cours de la première année d'opérations, est posée dans les pages du présent chapitre qui vont suivre.

Demandes de secours

(Par "secours" on entend tout ou partie des services que peut rendre l'Organisation et non pas un service déterminé tel que celui de l'assistance et de l'entretien à l'exclusion de tout autre.)

C'est au Département de la santé, de l'assistance et de l'entretien qu'il appartient d'enregistrer les demandes. Etant donné que la Constitution ne fixe aucune date limite pour leur réception, toutes les nouvelles demandes sont examinées conformément aux termes du mandat de l'OIR. Certains candidats n'ont besoin d'être aidés qu'en vue de leur rapatriement ou de leur rétablissement. D'autres ont besoin d'être entretenus ou de recevoir une aide financière pour se procurer des vivres, un logement et des vêtements, c'est-à-dire qu'ils ont besoin d'assistance et d'entretien.

Au début de la période d'opérations, étant donné les ressources limitées de l'Organisation, la Commission préparatoire a autorisé la mise en vigueur d'un ordre dit "de suspension" en vertu duquel ne devaient plus désormais être admis à l'assistance et à l'entretien que les réfugiés et personnes déplacées remplissant les conditions requises et qu'un refus aurait vraiment plongés dans la détresse.

Cet ordre est toujours en vigueur. Le Secrétaire exécutif de la CPOIR a cependant reçu pour instructions d'interpréter dans un sens libéral la clause dite "de détresse" et d'abroger cet ordre si, plus tard, la situation financière de l'Organisation justifiait une telle mesure.

Entre le 30 juin 1947 et le 31 décembre 1948, l'Organisation a enregistré des demandes de 1.021.855 personnes. Sur ce nombre 875.928 personnes ont été reconnues comme remplissant les conditions requises par le mandat de l'OIR et comme ayant par conséquent droit à son aide.

Les nouvelles demandes - c'est-à-dire celles qui ont été reçues depuis le 1er avril 1948, date à laquelle on a commencé à les classer - représentent un total de 46.300 groupes familiaux, 859 enfants non accompagnés et 93.011 adultes isolés. Plus de 78 % des demandes reçues depuis le 1er avril 1948 ont été reconnues comme intéressant l'OIR, aux termes de son mandat. Elles concernent 156.117 réfugiés provenant de plus de 25 pays. La majorité d'entre eux appartiennent toutefois aux groupes nationaux ci-après :

Polonais	46.359
Hongrois	16.876
Tchèques	13.633
Yougoslaves	13.044
Estoniens Lettons Lithuaniens	12.692
Ukrainiens	

Sur ces 156.117 candidats intéressant l'OIR, le nombre total des personnes admises à l'assistance et à l'entretien durant cette période a été légèrement inférieur à 74.000. Ce chiffre comprend également des naissances survenues dans les camps, les cas dits de "détresse" ainsi qu'un petit nombre de personnes réadmisses dans les camps après avoir temporairement subvenu à leurs propres besoins.

En dépit de ces limitations, le chiffre des nouvelles admissions à l'assistance et à l'entretien n'en a pas moins atteint une moyenne de 8.000 par mois, y compris 1.100 naissances environ.

On estime que les principaux facteurs qui ont contribué à la cadence élevée des admissions sont les suivants : en premier lieu, le grand nombre de demandes émanant de personnes qui, tant qu'elles occupaient un emploi en Allemagne, ou en Autriche, n'avaient pas besoin des secours de l'OIR mais qui, à la suite du chômage qui s'est généralisé chez les réfugiés et les personnes déplacées après la réforme monétaire

intervenue dans ces pays, n'ont plus été en mesure de subvenir à leurs propres besoins ou à ceux de leurs familles; en second lieu, l'afflux de nouveaux réfugiés. Le cas des personnes dont le rétablissement a échoué n'entre que pour une très faible part dans le nombre des admissions.

En dépit de la cadence élevée des admissions nouvelles, le nombre des réfugiés bénéficiant de l'assistance et de l'entretien a continué à diminuer au rythme minimum de 10.000 par mois. A la fin de décembre 1948, on en comptait 523.859, contre un maximum absolu de 705.638 en septembre 1947. En décembre 1948, 7.236 personnes ont été admises à l'assistance et à l'entretien, tandis que 21.499 cessaient d'en bénéficier pour cause de rapatriement, réinstallation, décès, établissement dans un pays de refuge, etc..

En plus des personnes admises à l'assistance et à l'entretien, on comptait, au 31 décembre 1948, 191.232 réfugiés enregistrés pour bénéficier des services de l'OIR. Le nombre total des bénéficiaires de l'OIR à la fin de 1948 s'élevait ainsi à 715.091.

b) Programme sanitaire ...

Non seulement l'organisation assure des soins médicaux quotidiens aux personnes qui y ont droit en vertu de son programme sanitaire, mais encore elle a accordé une attention toute particulière à des problèmes tels que la lutte contre la tuberculose, l'alimentation, le rapatriement des malades, les formalités médicales préalables au rétablissement, l'orientation et la rééducation professionnelles des invalides.

Tuberculose

Des progrès considérables ont été réalisés au cours de l'année dans la mise au point d'un programme efficace de lutte contre la tuberculose. On a organisé, de concert avec un spécialiste de l'Organisation

mondiale de la santé, une campagne pour laquelle l'OIR a bénéficié du concours des sociétés de la Croix-Rouge danoise et suédoise et du Don suisse. Le nombre d'appareils de radiographie collective en usage est suffisant pour examiner tous les réfugiés dans l'espace d'un an; la place disponible dans les hôpitaux correspond aux besoins; enfin, les rations alimentaires autorisées pour les malades hospitalisés et non hospitalisés sont satisfaisantes; il s'y ajoute des suppléments fournis par l'OIR. On a pu se procurer de la streptomycine pour traiter les cas où elle est susceptible de donner un bon résultat et elle est utilisée conformément aux conseils de l'Organisation mondiale de la santé.

Autres maladies contagieuses

Les cas de scarlatine, de coqueluche et de rougeole ont été très nombreux durant l'année, mais pas plus nombreux que dans la population civile locale. Les cas de fièvre typhoïde et autres maladies de ce groupe ont été peu nombreux et isolés, bien que des épidémies aient sévi dans la population civile locale.

On a organisé le traitement à la pénicilline de la blennorrhagie et celui de la syphilis à ses débuts, selon les normes prescrites par le Comité d'experts en maladies vénériennes de l'Organisation mondiale de la santé. Le nombre des cas a considérablement diminué au cours des derniers mois de 1948.

Maladies chroniques

Des progrès considérables ont été réalisés, notamment dans la zone américaine d'Allemagne, en ce qui concerne le groupement, dans des hôpitaux déterminés, des personnes atteintes de maladies chroniques de longue durée. On pourra ainsi donner des soins spéciaux et une formation professionnelle particulière aux aveugles, aux sourds, aux amputés, aux tuberculeux chroniques et à d'autres malades.

Alimentation

L'Organisation s'est efforcée de procurer aux réfugiés un régime alimentaire satisfaisant s'inspirant du niveau de subsistance provisoire établi par le "National Research Council" des Etats-Unis, étant entendu cependant que la valeur en calories du régime des personnes qui se trouvent dans des camps de réfugiés ne sera pas supérieur à celle du régime alimentaire des pays où se trouvent ces camps.

En août 1948, l'Organisation a été informée par les autorités de la bizonie que la valeur moyenne de la ration qui serait fournie au consommateur allemand pour l'exercice financier 1948-1949 serait probablement de 2.230 calories par personne et par jour. Une échelle mobile de rations a immédiatement été établie pour les réfugiés de la bizonie, sur la base d'une moyenne pondérée de 2.230 calories par personne et par jour et elle a été mise en vigueur, en octobre 1948, dans les zones américaine et britannique d'Allemagne. Les trois zones ayant fusionné, dans le domaine du rationnement, des instructions ont été données en janvier pour que les réfugiés de la zone française bénéficient des mêmes rations que dans les deux autres zones.

Le barème révisé des rations fournies aux réfugiés d'Allemagne, bien que leur valeur en calories soit, pour certaines catégories, inférieure à celle du barème antérieurement en vigueur dans la zone américaine, offre l'avantage d'être mieux équilibré, en ce sens qu'il assure à de nombreuses catégories de réfugiés des denrées alimentaires essentielles qui, jusque là, leur avaient fait défaut.

Ce barème prévoit des attributions d'oeufs aux enfants et aux femmes enceintes ou allaitantes et de lait entier aux enfants et aux jeunes gens jusqu'à l'âge de 20 ans, ainsi que des rations "d'hôpital" pour les personnes qui travaillent au contact des tuberculeux, et des suppléments mieux appropriés pour les régimes alimentaires spéciaux dans les camps.

En Autriche, le barème standard fédéral autrichien a servi de base à l'élaboration d'un barème révisé pour l'alimentation des réfugiés. Le barème autrichien ne prévoyant ni fruits, ni légumes frais, il a fallu compléter le régime alimentaire des jeunes enfants, des femmes enceintes ou allaitantes et des malades hospitalisés.

En Italie, le Gouvernement a évalué à 2.395 calories par personne et par jour la moyenne pondérée des rations des consommateurs italiens pendant l'exercice 1948-1949, chiffre suffisamment élevé pour permettre d'accorder aux réfugiés un barème de rations conforme au niveau alimentaire fixé par l'OIR en mai 1948.

Pour remédier aux insuffisances du régime alimentaire des enfants, on a établi un programme d'alimentation scolaire financé par une subvention de 2.000.000 de dollars accordée par l'UNRRA.

Rapatriement et rétablissement : aspects médicaux du problème.

Au cours de l'année 1948, le nombre total des réfugiés et personnes déplacées souffrant de maladies chroniques qui, en provenance de toutes les régions, ont été rapatriés avec leurs familles par des trains hôpitaux spéciaux, a atteint 1.599. En outre, des dispositions particulières ont été prises pour soigner, dans tous les trains de rapatriement, les personnes atteintes de maladies bénignes.

Au cours de l'année 1948, on s'est tout particulièrement attaché à résoudre le problème de la réadaptation physique et du reclassement professionnel des réfugiés invalides, pour leur permettre de subvenir à leurs propres besoins, tant en cas de rapatriement que d'émigration dans un autre pays. Sur les conseils de deux experts en la matière que le Ministère de la santé publique du Royaume-Uni avait détachés auprès de l'Organisation, on a procédé à un recensement des réfugiés et personnes déplacées invalides qui reçoivent actuellement assistance et entretien, pour déterminer le nombre d'entre eux qui sont atteints d'une invalidité

affectant leurs possibilités d'emploi et, par conséquent, leur réinstallation, ainsi que la nature de cette invalidité. Les plans qui ont été mis au point sont exposés au chapitre XI "Activités envisagée pour 1949".

Du point de vue médical, les opérations de rétablissement comportent, d'une part, un filtrage préliminaire des candidats, d'autre part une collaboration avec les services de santé des missions de recrutement à la disposition desquelles on met les installations et le personnel nécessaires pour compléter l'examen médical définitif des candidats.

Les centres où sont accomplies les formalités médicales en vue du rétablissement sont maintenant munis de tout le matériel et de tout le personnel nécessaires; il en existe 18 pouvant chacun s'occuper de 200 réfugiés par jour.

La plupart des difficultés auxquelles on s'est heurté durant les premiers mois ont été surmontées grâce à l'uniformisation des méthodes et des formalités de l'examen médical des candidats au rétablissement, qui ont été acceptées par tous les pays d'accueil. Il s'ensuit que le nombre des candidats écartés pour des raisons médicales par les missions de recrutement a été considérablement réduit. Une présélection très soigneuse des candidats à l'échelon du centre de rassemblement a également contribué à cette amélioration.

Les conditions médicales imposées par la plupart des missions de recrutement sont strictes. Ces conditions qui, très souvent, empêchent le rétablissement de toute une famille en raison de la maladie d'un seul de ses membres, ont pour conséquence qu'un grand nombre des réfugiés qui remplissent par ailleurs toutes les conditions requises pour émigrer demeurent dans les camps.

Statistiques de la natalité et de la mortalité

Entre le 1er janvier et le 31 décembre 1948, les taux de la natalité et de la mortalité des populations vivant dans les camps d'Italie, d'Autriche et des trois zones d'Allemagne réunies ont été les suivants:

Taux brut de natalité pour mille *	31,9
Taux brut de mortalité pour mille	5,9
Taux de mortalité infantile pour mille enfants nés vivants	66

Excès des naissances sur les décès:

12.641 pour une population mensuelle moyenne de 559.330 âmes.

* L'une des raisons du taux élevé de la natalité est que la proportion des femmes âgées de 18 à 44 ans parmi les réfugiés est supérieure à celle des femmes appartenant au même groupe d'âge dans une population normale.

c) Services d'assistance sociale

Le recensement dont il a été question dans un chapitre précédent a été la tâche principale entreprise par les fonctionnaires chargés de déterminer les droits à l'assistance de l'OIR et par les préposés à l'assistance sociale. Sur la base de ce recensement on a pu établir les conditions requises pour avoir droit aux secours de l'OIR ainsi que pour être admis à l'assistance et à l'entretien dans un camp ou au bénéfice de secours en espèces. Le recensement a fourni, sur les groupes familiaux et sur la situation des individus au sein desdits groupes, des renseignements qui ont permis de donner des conseils individuels et d'accomplir l'oeuvre d'assistance sociale dans des cas d'espèce.

Bénéficient des services de conseils individuels en matière d'assistance sociale tous ceux qui en ont besoin ou qui les sollicitent et toutes les personnes que les fonctionnaires chargés du rapatriement et de la réinstallation dirigent sur ces services de façon à accélérer l'exécution des plans de rétablissement.

Depuis les derniers mois de 1948, les services de conseils individuels ainsi que les visites médicales qui les accompagnent ont eu pour objet essentiel d'aider les familles et les individus à prendre conscience des problèmes particuliers qui empêchent ou retardent leur rétablissement et à les résoudre. La méthode adoptée comporte des entretiens avec certains groupes déterminés de réfugiés assistés et secourus qui, pour diverses raisons, ne semblent pas pouvoir être rapatriés ou réétablis dans un proche avenir. Ces groupes sont principalement constitués par:

- i) les personnes incapables de travailler et les familles dont aucun membre ne peut normalement gagner sa vie;
- ii) les individus, membres d'une famille, qui ont été écartés par une ou plusieurs missions de recrutement pour des motifs d'ordre social ou sanitaire;
- iii) les enfants non accompagnés;
- iv) les familles dont un membre est gravement malade; et
- v) les familles et personnes isolées qui n'ont présenté aucune demande de rapatriement ou de rétablissement.

L'expérience a montré que les personnes mentionnées ci-dessus se répartissent en trois grandes catégories:

- i) cas qui nécessitent des mesures d'assistance sociale ou des services individuels pouvant être fournis par les préposés à l'assistance sociale jusqu'au moment où il est possible d'envisager leur rétablissement;
- ii) cas qui doivent être soumis à d'autres départements de l'OIR ou à une organisation bénévole en vue d'une assistance spéciale, avant qu'on ne puisse envisager leur rétablissement; et
- iii) cas pour lesquels il n'est pas possible de trouver une solution immédiate.

Les personnes rentrant dans les catégories i) et ii) ci-dessus sont en général des individus que l'on peut grâce aux services de l'OIR ou d'organisations bénévoles, aider à se rétablir en leur assurant une formation professionnelle, des soins médicaux, des conseils juridiques, une aide individuelle, etc. Le nombre des personnes rentrant dans ces catégories varie selon que les divers essais d'assistance réussissent ou échouent. Ce n'est qu'après avoir constaté que l'on ne peut prendre aucune mesure en vue de son rétablissement que l'on considère un cas comme rentrant dans la catégorie iii), celle des personnes incapables de se rétablir sans un secours particulier et une assistance continue. Après plusieurs mois de consultations, il sera possible de considérer que certaines familles ou certains individus dont le cas soulève des problèmes apparemment insolubles, rentrent dans cette catégorie, mais on ne pourra connaître l'effectif total du groupe iii) qu'après avoir épuisé toutes les tentatives de rapatriement ou de rétablissement.

Tout en poursuivant l'étude des cas d'espèce rentrant dans les catégories ci-dessus, l'OIR a adressé un appel direct à divers gouvernements pour qu'ils acceptent dans leurs projets de rétablissement des familles entières, même si un ou plusieurs de leurs membres sont sérieusement diminués.

L'Organisation a également procédé à des échanges de vues avec des organisations bénévoles et religieuses, et avec les gouvernements de plusieurs pays en vue de déterminer combien coûteraient les soins aux vieillards, aux malades chroniques, aux infirmes, aux enfants etc. On s'efforce de trouver diverses sources de financement, publiques, privées et internationales, pour la réalisation d'un programme de ce genre.

Une attention particulière a été accordée à l'assistance et à l'élaboration de plans en faveur des enfants, qu'il s'agisse d'enfants non

accompagnés et illégitimes, ou de membre de groupes familiaux dont le comportement actuel ou l'état mental s'opposent à leur rétablissement.

On a ouvert des communautés ou centres spéciaux réservés aux enfants de moins de 16 ans et aux adolescents de 16 à 21 ans. Des assistants sociaux spécialistes de l'enfance sont chargés d'organiser l'assistance future à ces groupes.

Quant aux services généraux à l'intention de tous les enfants, ils comprennent l'enseignement, l'instruction religieuse, l'organisation de loisirs et de camps de vacances, des conseils et une orientation en matière sociale, enfin une alimentation spéciale. Parmi les services particuliers, il faut signaler la vérification de l'identité et de la nationalité et la recherche des antécédents sociaux des enfants qui ont été signalés à l'OIR par le personnel chargé de la recherche collective et individuelle des enfants du Service international de recherche, par les Comités d'assistance sociale des camps ou par d'autres services qui recensent et signalent les cas d'enfants et de jeunes gens dans la détresse, abandonnés, négligés ou temporairement non accompagnés. Lorsqu'on a réuni tous les renseignements nécessaires sur un enfant, on s'occupe de son rétablissement en collaboration avec les divisions du rapatriement et du rétablissement.

Enseignement

Conformément à une résolution adoptée en mai 1947 par la Commission préparatoire et approuvée par le Conseil général lors de sa première session, l'OIR s'efforce de veiller à l'organisation de l'instruction de base pour tous les enfants et de s'assurer que les jeunes gens et les adultes ont la possibilité de recevoir une formation professionnelle. En Allemagne, ce sont les gouvernements militaires qui ont assuré ces services; ils ont créé des commissions d'enseignement dont font également partie des fonctionnaires de l'OIR. En Autriche et en Italie, l'OIR a assumé plus directement la charge d'organiser des écoles et de fixer des niveaux

d'instruction appropriés.

Après une étude attentive de la question, l'Organisation a décidé d'accorder également son assistance à certaines catégories d'étudiants des universités. Etant donné que les études, pour être approuvées, doivent remplir pour condition de permettre un rétablissement meilleur et plus stable que ce ne serait le cas sans de telles études, on donne la préférence aux étudiants en sciences techniques. Dans des cas exceptionnels, une assistance peut être également accordée pour des raisons humanitaires. Afin de permettre le rétablissement, toutes les études sanctionnées par l'OIR doivent être achevées en octobre 1949.

Une assistance peut aussi être accordée dans les cas où un rétablissement stable est garanti et où les études seront achevées en juin 1950. C'est ainsi que l'OIR a accepté de venir en aide à des étudiants qui, selon un plan dont l'exécution est garantie par le Gouvernement néerlandais, pourront achever leurs études aux Pays-Bas et, ensuite, y exercer librement. On espère que des offres analogues seront faites par d'autres pays.

Au cours des derniers mois, on s'est particulièrement préoccupé de l'assistance et de l'instruction à donner aux adolescents de 16 à 21 ans, jeunes gens sans famille ou ayant particulièrement besoin d'être guidés. Afin d'exécuter ce projet dont le but est, avant tout, d'organiser et de stabiliser leur avenir par le moyen du rapatriement ou du rétablissement, des centres de jeunesse sont en voie d'organisation. Le premier d'entre eux a été ouvert dans la zone britannique d'Allemagne en août 1948 et son succès croissant a montré combien il est souhaitable de prévoir des installations similaires et ayant le même objet dans la zone américaine d'Allemagne, en Autriche et en Italie.

Au cours de la période d'essai, une soixantaine d'adolescents des deux sexes, groupés dans une communauté où les règles de vie sont l'harmonie,

l'amitié, le respect de soi-même et la discipline librement consentie, ont fait de grands progrès.

Le programme d'instruction des centres de jeunesse n'assure pas aux adolescents des cours de formation professionnelle complets, car leur séjour dans le centre est prévu pour être de brève durée; ce que l'on cherche à leur donner, en plus de connaissances générales du niveau de l'instruction secondaire et comportant la pratique des langues, ce sont les fondements d'une bonne santé physique et morale, une bonne instruction civique et une orientation professionnelle déterminée par les aspirations, les aptitudes et les capacités de chacun.

Malheureusement, l'expérience passée a montré que trop de jeunes gens désireux d'émigrer se sont fait inscrire à cet effet en qualité d'ouvriers non qualifiés. Non seulement ils perdent ainsi leurs chances de se préparer à une situation meilleure, mais ils risquent aussi de demeurer, après leur arrivée dans le pays de destination, à l'échelon social le plus bas, où ils n'auront personne pour les suivre et les encourager.

En réunissant ces jeunes gens en groupes spéciaux où l'on s'occupe de chacun d'eux en particulier, l'Organisation est mieux à même, étant donné leur importance et leurs possibilités illimitées, d'organiser leur avenir et de formuler des recommandations à cet égard.

Bien que le nombre total des jeunes gens sans famille appelés à bénéficier de ce programme n'ait pas encore été déterminé, on estime que jusqu'en juin 1950 et compte tenu de la capacité de tous les locaux actuellement utilisés ou en préparation, un millier de jeunes gens des deux sexes pourront effectuer dans les centres de jeunesse un stage de six mois qui prendra fin au moment de leur départ pour le pays où ils ont choisi de vivre.

Durant les huit derniers mois, des offres spéciales pour le rétablissement d'enfants et d'adolescents non accompagnés ont été reçues et approuvées en si grand nombre que l'on peut maintenant présumer que tous les orphelins et tous les enfants ou adolescents non accompagnés, recensés comme tels par l'OIR, qui ne peuvent être rapatriés, auront au moins une chance de se rendre dans un pays hospitalier qui s'occupera d'assurer leur avenir.

Ces projets de rétablissement, s'ils s'appliquent à des groupes nationaux déterminés ou se limitent à certains groupes d'âge, intéressent par leur jeu combiné, les diverses catégories pour lesquelles le rétablissement est souhaitable, mais l'incertitude n'en demeure pas moins en ce qui concerne l'émigration des enfants et des adolescents non accompagnés qui ne remplissent pas les conditions de santé habituellement requises.

Des plans sont en cours d'exécution pour le rétablissement en groupe aux Etats-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Suède. Les enfants et les adolescents non accompagnés se voient offrir des possibilités de rétablissement en Palestine, au Canada et en Australie.

Etant donné que, jusqu'à la fin de 1948, on n'avait pas enregistré la moindre offre de rétablissement pour les adolescents âgés de plus de 16 ans, avec des dispositions spéciales pour leur assistance et leur instruction, c'est avec beaucoup de soulagement que l'on a reçu l'offre toute récente du gouvernement australien relative au rétablissement d'un nombre illimité d'individus de ce groupe.

D'une façon générale, on entend par rétablissement des enfants non accompagnés leur placement dans des foyers et leur adoption. C'est pourquoi la plupart des offres reçues concernent de tout jeunes enfants, tandis que les enfants d'âge scolaire et les adolescents dont l'adaptation à la vie familiale donnera sans aucun doute lieu à des difficultés et à des échecs imprévisibles sont trop souvent oubliés dans l'organisation des secours à l'enfance malheureuse d'Europe. Plus de neuf années s'étant

toutefois écoulées depuis l'ouverture des hostilités, les premières victimes, qui étaient alors très jeunes, sont maintenant presque des adolescents et ont plus que jamais besoin d'assistance, d'instruction et de protection.

d) Services de l'emploi et de la formation professionnelle

Un représentant du Service de l'emploi du Département du travail des Etats-Unis, spécialement détaché auprès de l'OIR, s'était livré avant 1948 à une enquête sur les aptitudes professionnelles des réfugiés et personnes déplacées susceptibles d'exercer un emploi. On a procédé en mars 1948 à une enquête plus complète.

Celle-ci a fait ressortir que, parmi les personnes déplacées de sexe masculin d'Europe, et en âge de travailler, les ouvriers qualifiés comptent pour un tiers et les ouvriers agricoles pour un quart; un huitième environ appartiennent aux professions libérales ou avaient exercé des fonctions de direction. Les ouvriers qualifiés appartiennent principalement à une soixantaine de professions depuis celle de mécanicien d'aviation jusqu'à celle d'ouvrier sur bois. Les professions les plus fréquentes sont celles de tailleur, bottier-sellier, serrurier, charpentier, mécanicien pour automobiles et camions.

L'OIR a ensuite procédé à une étude qualitative des aptitudes professionnelles que revendiquent les personnes déplacées. Sur un groupe de 629 mécaniciens mis à l'épreuve, 101 ont été classés comme "maîtres-artisans", 208 comme "ouvriers de première classe", 233 comme "ouvriers de deuxième classe", 86 comme "apprentis" et 1 comme "aide".

Parmi les femmes soumises à l'enquête et susceptibles d'exercer un emploi, 19 pour 100 sont classées comme ouvrières qualifiées; le service de maison, dans lequel le pourcentage des domestiques est très élevé, représente 13,7 pour 100 du total. Il y a aussi un grand nombre de femmes qui sont des ouvrières agricoles ou qui appartiennent à des professions libérales. Parmi ces dernières, les institutrices et les infirmières viennent en tête. Parmi les ouvrières qualifiées, figuraient plus de 12.000 couturières.

Une autre enquête importante analogue menée au cours de l'année a révélé que les personnes déplacées peuvent offrir au monde non seulement des aptitudes professionnelles intéressantes, mais encore cet autre atout qu'est la jeunesse. Quatre-vingt-trois pour 100 de ceux qui se trouvent dans les camps n'ont pas atteint 45 ans. Parmi les hommes, 26 pour 100 ont moins de 18 ans, 57 pour 100 sont âgés de 18 à 45 ans et 17 pour 100 seulement ont plus de 45 ans. Parmi les femmes, 29 pour 100 ont moins de 18 ans, 55 pour 100 sont âgées de 18 à 45 ans et 16 pour 100 ont plus de 45 ans.

Les services de l'emploi et de l'apprentissage professionnel ont eu pour objectif permanent de veiller à ce que le plus grand nombre possible de réfugiés et de personnes déplacées travaillent jusqu'au moment de leur rétablissement. La plupart des pays de rétablissement, lorsqu'ils en recrutent en vue de leur rétablissement, insistent très fortement sur leurs aptitudes professionnelles. L'expérience a montré que le meilleur moyen de conserver et de développer celles-ci consiste à fournir autant d'occasions de travail que possible.

A cet égard, on s'est heurté à plusieurs difficultés sérieuses. La conversion du Deutschmark en Allemagne a eu pour effet de réduire les possibilités d'emploi offertes aux personnes déplacées, car les ressortissants allemands sont désormais plus enclins à rechercher un emploi légitime et les employeurs allemands sont plus disposés à utiliser les services de leurs compatriotes. En Italie, au cours de l'année écoulée, l'économie italienne a compté environ 2.000.000 de chômeurs et il en est résulté que le Gouvernement italien n'a pas considéré avec faveur l'emploi de personnes déplacées. Le chômage en Autriche, s'il est moins accusé n'en est pas moins sensible, et le Gouvernement de ce pays exige que l'on emploie des Autrichiens de préférence aux personnes déplacées.

En dépit de ces obstacles, les chiffres les plus récents, qui remontent à décembre 1948, indiquent qu'environ 110.000 réfugiés et personnes déplacées recevant assistance et entretien étaient employés à temps complet. Sur ce nombre, 84.000 environ étaient du sexe masculin, soit un peu plus de la moitié de la population mâle en état de travailler, et recevant assistance et entretien. La plupart de ces 110.000 personnes étaient employées à des travaux d'administration et d'entretien dans les centres de rassemblement, mais il convient de signaler que 6.000 d'entre elles environ travaillaient dans des ateliers consacrés essentiellement à la fabrication de vêtements et d'autres articles à l'usage des personnes déplacées elles-mêmes. Environ 7.000 personnes travaillaient pour leur propre compte.

Les chiffres ci-dessus révèlent que, bien qu'il existe une certaine oisiveté forcée dans les camps et les centres de rassemblement du fait du manque de possibilités d'emploi, une proportion relativement importante des personnes déplacées recevant assistance et entretien est employée à temps complet.

Au cours de la période qui s'est écoulée depuis le 1er juillet 1948, les services de l'emploi et de la formation professionnelle ont eu aussi pour objectif essentiel d'assurer la formation professionnelle des réfugiés et des personnes déplacées en vue d'augmenter leurs possibilités de rétablissement. Dans l'ensemble, il s'agissait là surtout de jeunes gens n'ayant eu jusqu'alors aucune aptitude particulière ni aucun passé professionnel; toutefois, un nombre important de personnes ont eu ainsi la possibilité de se remettre au courant. Au 31 décembre 1948, plus de 7.700 personnes déplacées recevaient, dans des écoles de formation professionnelle, un enseignement à temps complet. En outre, l'OIR appuyait les organisations bénévoles qui s'occupaient de former près de 5.000 personnes.

On compte qu'au cours de l'année à venir plus de 40.000 personnes recevront une formation professionnelle dans les écoles de l'OIR et des organisations bénévoles.

Ce programme est très soigneusement conçu en fonction des besoins de rétablissement et un contact constant est assuré avec les missions de recrutement de façon à être renseigné sur les genres d'aptitudes les plus demandées pour un rétablissement éventuel.

En plus des programmes de formation professionnelle proprement dite, on a institué des cours d'enseignement des langues des principaux pays de rétablissement pour préparer les futurs immigrants à une adaptation plus aisée. Des écoles pour la formation de professeurs d'anglais et d'espagnol, créées dans les zones d'opérations, fournissent des instructeurs de langues dans les camps et les centres de transit. Au 31 décembre 1948, 29.000 personnes environ suivaient des cours organisés de langues vivantes à raison de plus de deux heures par semaine.

e) Relations avec les organisations bénévoles

Au début de ses opérations, la CPOIR a prorogé provisoirement les accords et arrangements pratiques alors en vigueur entre les organisations qui l'avaient précédée et une soixantaine d'organisations bénévoles s'occupant de l'assistance aux réfugiés en Allemagne, en Autriche et en Italie, dans les pays d'Europe occidentale, ainsi qu'en Chine. Au cours de la première année d'opérations de la CPOIR, de nouveaux accords et arrangements pratiques ont été négociés avec un grand nombre de ces organisations.

En Allemagne, en Autriche et en Italie, environ vingt-cinq organisations bénévoles ont assuré des services supplémentaires en ce qui concerne l'assistance sociale, les secours, la recherche des adultes et des enfants, des programmes spéciaux de formation professionnelle et d'emploi, enfin l'assistance au rapatriement et à l'émigration. En France, en

Belgique et aux Pays-Bas, des organisations nationales et étrangères ont fourni de nombreux services qui complétaient le programme de l'OIR et ont également, au nom de l'OIR, mis à exécution des programmes de secours et des projets spéciaux. En Espagne et au Portugal, plusieurs organisations internationales de secours agissent en qualité de mandataires de l'OIR. En Chine, des organisations analogues ont fourni une aide supplémentaire et ont mis à exécution, pour le compte de l'OIR, des programmes de secours spéciaux.

Des organisations bénévoles ont très largement contribué aux opérations de migration et de réétablissement individuels. Leur aide a revêtu des formes diverses : conseils individuels, recherche de parents et de garants dans les pays de réétablissement, augmentation des possibilités d'émigration, aide pour l'établissement des documents nécessaires, assistance financière dans les pays de transit et en cours de route, enfin plans pour l'accueil et le réétablissement dans le pays d'adoption.

L'aide bénévole pour l'accueil et l'établissement des réfugiés dans les pays d'accueil a été très développée. Dans le Royaume-Uni et aux Etats-Unis, les organisations bénévoles ont déployé une très grande activité. Au Canada, en Australie et dans les pays d'Amérique latine, on constate des signes encourageants de l'activité et de l'intérêt croissants manifestés par les organisations tant religieuses que laïques. En France et dans les autres pays d'Europe occidentale, les organisations bénévoles collaborent avec l'OIR et déploient de nouveaux efforts pour renforcer les programmes susceptibles de contribuer le plus directement au rétablissement définitif.

En Allemagne, en Autriche et en Italie, les services supplémentaires des organisations bénévoles ont été progressivement modifiés de manière à mettre beaucoup plus l'accent, dans toutes les phases de leurs programmes, sur le réétablissement et ses préparatifs. De nouveaux projets ont été mis au point pour l'enseignement des langues et pour l'orientation professionnelle.

....

Diverses organisations se sont jointes à l'OIR pour mettre sur pied et financer un cours de perfectionnement médical à l'usage des médecins réfugiés. Les organisations bénévoles apportent leur aide pratique et un appui croissant à l'exécution des programmes de réadaptation professionnelle et de rééducation des invalides et mutilés.

Les enfants bénéficient tout particulièrement d'un grand nombre de services tels que: centres spéciaux pour enfants, camps de vacances, aide aux écoles, aux jardins d'enfants et aux cliniques, programmes d'alimentation spéciale, opérations de recherche d'enfants, aide pour la recherche des familles et le rapatriement. Les adultes qui ont besoin de soins spéciaux, les vieillards, les malades, les femmes enceintes et allaitantes bénéficient également d'une assistance bénévole particulière.

Les organisations bénévoles ont aussi fourni des secours, dont le besoin se faisait grandement sentir, ainsi que d'autres services, à de nombreux réfugiés remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'assistance de l'OIR mais à qui celle-ci n'a pas été en mesure de fournir l'aide nécessaire au cours de l'année écoulée. De sévères compressions budgétaires ont affecté l'exécution d'un grand nombre de programmes. La hausse des prix dans de nombreux pays, et notamment dans les principales régions d'opérations de l'OIR, a également obligé à réduire les services dans une certaine mesure. En outre, le rôle actif que nombre de ces sociétés, dont les responsabilités sont grandes, doivent maintenant jouer dans leur propre pays, devenus désormais des pays de rétablissement en grand, fait peser sur elles de nouvelles charges, de sorte que l'ampleur de leurs opérations à l'étranger en est inévitablement affectée.

Une liste des organisations bénévoles travaillant avec l'OIR ou pour son compte dans les principales zones d'opérations de cette Organisation figure en annexe au présent chapitre.

LISTE DES ORGANISATIONS BENEVOLES QUI PRETENT LEUR CONCOURS

AUX OPERATIONS DE L'OIR

ALLEMAGNE, AUTRICHE ET ITALIE

(Les organisations suivantes opèrent dans les trois pays ou dans un ou deux d'entre eux seulement).

Agence juive pour la Palestine
Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens et de jeunes filles
American Friends Service Committee
American Joint Distribution Committee
American Polish War Relief
Bureau international des éclaireurs
Catholic Immigrant Aid Society (du Canada)
Church World Service
Comité américain pour l'assistance aux enfants européens
Comité central mennonite
Comité juif de secours à l'étranger
Comité national américain d'assistance aux Arméniens sans foyer
Conseil oecuménique des églises
Conseil des sociétés britanniques de secours à l'étranger (y compris l'activité d'un certain nombre d'organisations membres de ce Conseil)
Croix-Rouge britannique
Croix-Rouge italienne
Croix-Rouge néerlandaise
Croix-Rouge polonaise
Fédération luthérienne mondiale
Fonds de secours aux étudiants
International Rescue and Relief Committee
National Catholic Welfare Conference - Services de secours de guerre
Service social international
Société d'assistance aux immigrants juifs
Union mondiale des sociétés pour le développement du travail artisanal, industriel et agricole parmi les Juifs
Unitarian Service Committee
United Lithuanian Relief Fund of America
United Ukrainian American Relief Committee et Ukrainian Canadian Relief Fund
Vaad Htzala

FRANCE

Accueil catholique français
Aumônerie protestante
Caisse israélite de prêts
Centre de formation professionnelle
Centre de reclassement professionnel
Centre d'orientation sociale des étrangers
Comité des oeuvres sociales de la résistance
Comité international pour le placement des intellectuels réfugiés
Comité inter-mouvements auprès des évacués
Comité juif d'action sociale et de reconstruction
Entr'aide française
Entr'aide universitaire française
Fédération des sociétés juives de France
Fonds de démarrage économique
International Rescue and Relief Committee

Oeuvre de protection des enfants juifs
Oeuvre de secours aux enfants
Organisation - Reconstruction - Travail
Secours catholique
Service social d'aide aux émigrants
Service social des jeunes
Service Quaker
Union des étudiants juifs de France
Unitarian Service Committee

BELGIQUE

Agence juive
Aide aux Israélites victimes de la guerre
Comité central israélite
Comité des réfugiés venant de l'Est
Comité d'Aide aux Israélites victimes des lois raciales
Comité estonien
Comité international pour le placement des intellectuels réfugiés
Comité yougoslave
Croix-Rouge lettone
Ecole artisanale et agricole du Bahad
Front national autrichien
Oeuvre de Notre-Dame de Sion
Organisation - Reconstruction - Travail

PAYS-BAS

Centre quaker international
Comité catholique pour les réfugiés
Comité juif de coordination
Organisation - Reconstruction - Travail
Vereinigung Deutscher Staatenloser Antifaschisten (Union d'Allemands
apatrides antifascistes)

PORTUGAL

American Joint Distribution Committee
National Catholic Welfare Conference
Unitarian Service Committee

ESPAGNE

American Joint Distribution Committee (Barcelone)
Délégation en Espagne d'organisations américaines de secours (Madrid)

CHINE

American Joint Distribution Committee
Association des émigrants russes
Catholic Welfare Committee
Comité central mennonite
Comité de coordination pour les réfugiés
International Relief Committee

CHAPITRE VI - RAPATRIEMENT ET REETABLISSEMENT

(a) Rapatricement

Entre le mois de mai 1945 et le 1^{er} juillet 1947, 7.000.000 de personnes déplacées environ ont été rapatriées grâce aux efforts combinés des armées alliées et de l'UNRRA. Il était évident que, durant l'existence de l'OIR, les rapatriements se feraient sur une échelle beaucoup plus réduite, non seulement parce que le nombre des personnes déplacées rapatriables avait diminué, mais aussi parce que la grande majorité de ceux qui désiraient rentrer chez eux avaient été en mesure de le faire avant que l'OIR ne commençât ses opérations. Néanmoins, l'OIR a nettement reconnu qu'aux termes de sa Constitution, l'oeuvre de rapatriement avait le pas sur tout le reste et qu'il lui incombait donc de créer les rouages permettant de rapatrier tous les réfugiés et personnes déplacées qui opteraient pour cette solution, tout en les aidant par tous les moyens possibles à décider librement de la forme de leur rétablissement.

Dans l'exercice de sa mission de rapatriement, l'Organisation non seulement, comme le prévoit sa constitution, contribue à fournir aux intéressés des renseignements sur la situation qui règne dans leur pays d'origine, renseignements qui doivent émaner de ce pays, mais encore elle les aide à obtenir l'autorisation nécessaire de retour au pays. Pour que ces fonctions puissent être exercées, il a fallu établir des relations satisfaisantes avec les pays d'origine qui, dans le cas de la majorité des personnes déplacées, étaient la Pologne, l'Union soviétique et la Yougoslavie.

Dès le début de ses opérations, l'OIR a eu, à Varsovie et à Belgrade, des bureaux peu importants qui lui ont néanmoins permis d'établir des contacts utiles avec les Gouvernements polonais et yougoslave.

Toutefois, durant le deuxième semestre de 1948, le bureau de Belgrade a été fermé à la demande du Gouvernement yougoslave et la liaison avec Belgrade n'est plus possible que dans les zones d'occupation par l'intermédiaire des représentants yougoslaves dans ces régions. Le Bureau de Varsovie continue à rendre de grands services.

A l'échelon d'exécution, une liaison a été établie entre le personnel local de l'OIR et les représentants de la Pologne et de la Yougoslavie. Ces relations, qui concernaient surtout les problèmes quotidiens d'exécution, ont été dans l'ensemble bonnes.

La documentation sur la situation qui règne dans les pays d'origine revêt diverses formes: presse quotidienne et hebdomadaire normale, revues illustrées et techniques, documentation préparée spécialement à l'intention des personnes déplacées, et films. En général, la presse quotidienne normale, si elle est d'un grand intérêt pour les personnes déplacées, ne leur donne pas les renseignements qui les intéressent avec suffisamment de détails pour encourager les rapatriements. Les journaux illustrés et techniques ont plus de succès à cet égard et offrent tous un égal intérêt pour les personnes déplacées. L'Organisation a estimé qu'il lui appartenait de veiller à ce que les publications préparées spécialement à l'intention des personnes déplacées répondent à leurs besoins, c'est-à-dire qu'elles présentent d'une manière claire et simple des informations de fait sur les problèmes de la vie quotidienne d'un intérêt primordial pour les personnes déplacées. Celles-ci ont toujours accueilli les films avec un vif intérêt.

La Constitution de l'OIR prévoit que, pour stimuler les rapatriements, il sera remis pour trois mois de vivres aux personnes déplacées qui rentrent dans des pays souffrant encore des effets de la guerre.

La Commission préparatoire a reconnu au début de 1947 que, pour des raisons financières, il était impossible d'appliquer alors ces dispositions de la Constitution. Toutefois, vers la fin de la première année d'opérations, on a constaté qu'il serait possible de fournir une assistance de cette nature, mais sur une échelle plus modeste, et sous réserve de certaines limitations géographiques imposées par les nécessités administratives. En conséquence, depuis le 1er juin 1948, toute personne déplacée remplissant les conditions requises et retournant d'Allemagne ou d'Autriche en Pologne, en Union soviétique ou en Yougoslavie reçoit un colis contenant pour environ 20 jours de vivres, quantité jugée suffisante pour lui permettre de se nourrir pendant la période qui suit immédiatement son retour chez elle en attendant sa réintégration dans l'économie locale.

Au début des opérations de l'OIR, on évaluait à 109.000 le nombre des personnes qui seraient rapatriées durant la première année. En réalité, 51.400 seulement l'ont été au cours de l'année entière (1er juillet 1947 au 30 juin 1948).

Durant le premier semestre de l'exercice 1948-1949, 8.500 personnes seulement ont été rapatriées. On pense que les événements politiques, sur lesquels, de toute évidence, l'Organisation ne peut rien, ont été l'une des principales raisons pour lesquelles ce chiffre a été aussi peu élevé. Ce faible résultat est dû aussi en partie au fait que les réfugiés hésitent à rentrer dans leur pays d'origine en hiver. Une réinstallation en cette saison soulève de nombreux problèmes de logement, d'habillement, etc.

Il existe un autre grand problème de rapatriement, celui qui intéresse la catégorie appelée "chinois d'outre-mer". Il s'agit de ressortissants chinois qui, bien que se trouvant actuellement en Chine, n'y sont en réalité qu'à la suite de la guerre, alors que leur domicile permanent se trouve dans d'autres régions de l'Asie du Sud-est.

Cette catégorie, évaluée à quelque 26.000 personnes, a été héritée par l'OIR de l'UNRRA qui en avait déjà rapatrié un grand nombre au 1er juillet 1947. L'Organisation ne lui fournit que des services de rapatriement.

Du 1er juillet 1947 au 31 décembre 1948, 8.171 Chinois d'outre-mer au total ont été rapatriés par les soins de l'OIR. Ce mouvement a été limité à la fois parce que certains des gouvernements de la région intéressée ne se sont pas montrés disposés à réadmettre leurs anciens résidents chinois, et en raison de la situation troublée qui règne dans certains secteurs de l'Asie du Sud-est. Le groupe le plus important de Chinois d'outre-mer provenait à l'origine de Birmanie. Les négociations menées avec le gouvernement birman ont abouti à une acceptation conditionnelle du retour de tous les anciens résidents chinois de Birmanie. Les négociations en vue du transfert des Chinois d'outre-mer désireux de retourner aux Philippines n'ont pas abouti car, sauf de très rares exceptions, le gouvernement philippin n'a pas été en mesure de reconnaître à ces personnes un droit particulier à retourner aux Philippines sauf dans les limites du contingent annuel normal fixé pour les Chinois, qui est très réduit. Des ententes relativement satisfaisantes ont pu être conclues avec les autorités locales de Singapour, de l'Union malaise et d'Indonésie.

Au 31 décembre 1948, environ 13.000 Chinois d'outre-mer s'étaient fait inscrire auprès de la Commission gouvernementale chinoise chargée de s'occuper des questions les intéressant. Il convient de signaler que certaines des personnes de cette catégorie ne solliciteront plus leur rapatriement soit parce qu'elles ont pu arriver à destination par leurs propres moyens, soit parce qu'elles ont renoncé à se faire rapatrier et se sont réétablies en Chine.

b) Réétablissement

Au cours de sa première année d'opérations, l'OIR a réétabli

138.285 réfugiés. Les gouvernements et les organisations bénévoles de leur côté en avaient réétabli 70.859 autres. Pour l'exercice 1948-1949, l'OIR envisageait d'en rétablir encore 381.000.

Pendant les six premiers mois de cette période (1er juillet 1948 au 1er janvier 1949) l'OIR a participé au transfert de 80.000 réfugiés; en outre, environ 50.000 réfugiés ayant droit à son assistance se sont rendus en Palestine, soit un total de 130.000. On estime que durant la deuxième période semestrielle (1er janvier au 1er juillet 1949) 185.000 autres réfugiés seront réétablis (y compris ceux transférés en Palestine). Le total pour l'exercice sera donc inférieur de 65.000 au nombre primitivement envisagé.

Le tableau ci-après donne le nombre total de réfugiés réétablis depuis juillet 1947 avec les noms des pays qui en ont accueilli le plus grand nombre.

	Juillet 1947- Décembre 1948
Total	<u>354.286</u>
Royaume-Uni	80.865
Palestine (Israël)	73.972
Canada	48.540
France	24.659
Belgique	21.762
Etats-Unis	21.689
Argentine	21.550
Australie	15.879
Vénézuéla	11.777
Autres pays	33.593

Dans le courant de l'année 1948, les dix-sept pays et territoires non autonomes suivants ont procédé à un recrutement dans le cadre des plans de réétablissement collectif : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Etats-Unis, France, Maroc, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Royaume-Uni, Suisse, Tunisie, Turquie, et Vénézuéla.

Avec ce système de réétablissement, chaque pays négocie avec

L'OIR des accords portant sur les normes d'admission, les conditions de post-rétablissement, le statut légal des réfugiés immigrants et les méthodes pratiquées de recrutement. Ces accords prévoient qu'il ne sera fait aucune discrimination pour des motifs de race, de religion ou de nationalité dans le recrutement des réfugiés, ni pour la fixation de leurs droits en ce qui concerne l'emploi, la sécurité sociale, les relations contractuelles, etc.; ils reconnaissent en outre à l'organisation son rôle de protecteur juridique et politique. Dans la plupart des cas, le pays envoie alors sur place une ou plusieurs missions de recrutement composées en général d'un fonctionnaire des services de l'immigration, d'experts en matière d'emploi, de personnel médical et d'agents consulaires. Les candidats à l'émigration font l'objet d'une sélection préalable opérée par le personnel de l'OIR, chargé de déterminer s'ils répondent aux conditions générales du programme de réétablissement pour lequel ils posent leur candidature. Ils se présentent alors aux missions nationales de recrutement dans l'un des nombreux centres de réétablissement des zones d'opération. Ceux qui sont autorisés à entrer dans le pays d'accueil sont transférés dans un centre de transit ou d'embarquement où ils attendent d'être conduits à destination par les soins de l'OIR. Certaines missions nationales examinent en même temps les personnes à la charge du candidat de façon qu'elles puissent le rejoindre dans le pays de réétablissement dès qu'il y sera établi et en mesure de subvenir à leurs besoins.

Il ressort des paragraphes précédents que de nombreux pays se sont déclarés disposés à donner asile à des personnes déplacées, à leur fournir un emploi adéquat et à leur permettre de mener une vie normale. Il convient toutefois de signaler que, si certains pays ont largement ouvert leurs portes, d'autres ont imposé des limitations visant les aptitudes professionnelles, la composition

familiale, etc., en partie du fait de leur situation économique, en partie du fait de la pénurie de logements ou d'autres facteurs.

En juin 1948, les Etats-Unis ont accepté d'admettre 205.000 personnes déplacées, mais le mécanisme de mise en oeuvre de ce plan n'a fonctionné complètement qu'à la fin de 1948. L'Australie a accepté d'en recevoir un même nombre. Le Royaume-Uni en a accepté un nombre important et le Canada, qui a commencé le recrutement au début de 1947, en avait admis environ 48.000 à la fin de 1948. D'autres pays admettent les réfugiés en nombre plus restreint.

Chaque pays d'accueil a établi, pour la sélection des émigrants qui sollicitent leur admission, des critères portant sur les aptitudes, l'importance et la composition de la famille, la santé, etc. A l'origine ces conditions étaient assez strictes. Lorsqu'on a commencé à mieux connaître les qualités des réfugiés et des personnes déplacées, les critères de sélection les plus rigoureux ont été progressivement assouplis. Les pays de réétablissement ont adopté une attitude plus libérale à l'égard des personnes à charge et des groupes familiaux. Plusieurs pays qui ne pouvaient accepter des réfugiés immigrants qu'en nombre extrêmement limité, du fait de la crise du logement ont fait de grands efforts pour y remédier par divers moyens.

Si cette tendance des pays d'accueil à la libéralisation se maintient, elle sera sans doute de nature à réduire au minimum les effectifs de ceux dont les chances de réétablissement sont minces et dont la situation est examinée dans d'autres chapitres du présent rapport. Dans la mesure où les critères de sélection sont assouplis, pour permettre le réétablissement d'au moins une partie de ce groupe résiduel, on peut dire que le plan de la "juste part" a été accepté en principe et que dans cette mesure, les résolutions adoptées

par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1946 (résolution 62 (I)) et le 17 novembre 1947 (résolution 136 (II)) ont été appliquées dans leur esprit sinon dans leur lettre.

En plus du rétablissement collectif, l'OIR fournit des services et des facilités de transfert aux émigrants isolés. Il s'agit là de personnes qui ont des parents, des amis ou d'autres relations grâce à qui elles obtiennent l'autorisation d'entrer dans un pays déterminé. Du 1er juillet 1947 au 31 décembre 1948, 58.722 personnes de cette catégorie ont été transférées avec le concours de l'OIR et 67.438 autres sans concours, à destination de soixante-quinze pays différents. Bien que de tels déplacements soient relativement onéreux, ils apportent une solution séduisante au problème du rétablissement des réfugiés notamment de ceux qui ne remplissent pas les conditions requises pour un rétablissement collectif.

Spécialistes

Il y a parmi les réfugiés et personnes déplacées plusieurs milliers de spécialistes de toutes les professions, disciplines scientifiques et corps de métier. Ces spécialistes présentent un problème de rétablissement extrêmement difficile à résoudre. Les pays d'accueil ont surtout besoin de main-d'oeuvre qualifiée et non qualifiée et nombre de pays hésitent à admettre des intellectuels et des personnes exerçant une profession libérale pour de nombreuses autres raisons. L'OIR s'est attaquée à ce problème en mettant sur pied un programme d'enseignement et de publicité grâce auquel un petit nombre de spécialistes ont trouvé la possibilité d'émigrer dans de bonnes conditions. Il y a des départs constants d'infirmières, profession dont on a et dont on aura encore besoin en diverses parties du monde. Un petit nombre d'autres spécialistes ont été placés et divers débouchés sont étudiés un peu partout et jusqu'en

des régions aussi lointaines que la Papouasie et l'Hylea amazonienne.

En vue d'accélérer les progrès futurs, on s'est adressé à diverses institutions spécialisées des Nations Unies, organisations bénévoles, oeuvres internationales d'assistance et autres organisations. L'OIT et l'UNESCO se sont déclarées disposées à fournir toute l'assistance possible. Un petit comité de travail composé de membres de l'OMS, de l'OIT, de l'UNESCO et de l'OIR doit être créé pour examiner les possibilités d'un effort concerté dans ce domaine. En outre, le comité de la main-d'oeuvre de l'OECE examinera la question des spécialistes réfugiés dans le cadre des problèmes plus vastes qui l'intéressent.

L'OIR, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, l'Association médicale mondiale et l'UNESCO, s'est tout particulièrement efforcée de réinstaller les membres des professions médicales. On a dressé un état complet, au 31 décembre 1948, des 2.457 médecins et spécialistes qualifiés ainsi que des 1.970 membres des professions para-médicales, tels que chirurgiens dentistes, vétérinaires, spécialistes de laboratoire, infirmières et sages-femmes. Cet état est à la disposition des pays d'accueil éventuels. Un certificat professionnel, établi d'après les constatations d'une Commission de filtrage pour les professions médicales, est délivré par l'OIR afin de déterminer les titres des personnes déplacées membres des professions médicales.

Dans le courant de 1948, 476 membres du personnel médical ont été réétablis, dont 267 infirmières et sages-femmes. Toutefois, la plupart des médecins et des dentistes qui ...

ont émigré n'ont pas pu se remettre à exercer leur profession, presque tous les pays d'accueil se montrant fort peu disposés à les y autoriser.

c) Mouvements

L'OIR est devenue la plus grande agence de transports collectifs du monde. Au 31 décembre 1948, elle disposait d'une flotte de 30 navires entièrement affrétés par elle. De plus, elle avait utilisé ou réservé pour un avenir immédiat, des places à bord de nombreux autres navires et sur des avions, places dont le nombre variait entre vingt et cinq cents par voyage. En outre, pour les déplacements à l'intérieur de l'Europe, l'OIR utilise en moyenne 50 trains par mois. On a constaté que les voyages aériens étaient particulièrement utiles pour résoudre le problème du transport de groupes familiaux vers les pays d'Amérique du Sud. Dans ces groupes, le pourcentage des enfants, nourrissons et femmes enceintes dépasse la moyenne.

Au début, lorsqu'un réfugié était choisi en vue de son rétablissement par l'une des missions nationales de recrutement, il était transféré dans une zone de regroupement. Toutefois, à la suite de l'afflux toujours croissant des réfugiés dans les régions portuaires il a fallu, dans toute la mesure où la situation le permettait, simplifier le système du transfert par étapes des camps de départ (ou des domiciles privés) jusqu'aux quais d'embarquement. Les centres de regroupement ont été séparés des centres d'embarquement afin d'utiliser la capacité totale de ces derniers en vue des embarquements. On se propose d'organiser l'embarquement à destination des Etats-Unis et du Canada dans les ports de l'Allemagne du nord et l'embarquement à destination de l'Australie et de l'Amérique du Sud à Naples. Non seulement cela facilitera l'organisation des déplacements intérieurs et par chemin de fer, mais encore on pourra réaliser des économies appréciables en accélérant à

chaque voyage la rotation des moyens de transport.

Durant la première année, l'espace disponible à bord des navires était insuffisant, comparé au nombre de réfugiés qui attendaient un transport. Toutefois, vers la fin de 1948, il y avait à bord des navires une place largement suffisante pour les déplacements collectifs et les locations étaient devenues plus faciles.

Evacuation des réfugiés européens se trouvant en Chine

En décembre 1948, l'organisation a commencé à évacuer de Chine environ 13.000 réfugiés européens que l'on considérait être en danger personnel en raison des troubles intérieurs qui y sévissaient. Le gouvernement philippin a offert un abri temporaire à 6.000 d'entre eux dans l'île de Samar, à condition qu'aucun réfugié n'y demeure plus de quatre mois. L'offre a été acceptée par l'OIR et, afin de se conformer à cet engagement, le Directeur général a adressé un appel à tous les pays pour qu'ils admettent quelques membres de ce groupe. A l'heure actuelle, l'Australie et la France ont déjà envoyé des missions de recrutement à Samar et l'on espère que d'autres pays en feront autant pour procéder à un filtrage et admettre quelques unes de ces personnes. 3.090 Juifs qui avaient des visas d'immigration pour Israël y sont transférés. D'autres groupes peu nombreux et représentant un total de 400 personnes ont préféré être rapatriés dans leur foyer d'origine en Europe tandis que d'autres, étant munis de visas d'immigration valables, émigrent vers divers autres pays.

CHAPITRE VII - PROTECTION JURIDIQUE ET POLITIQUE

Aux termes de la Constitution, la protection juridique et politique des personnes relevant de la compétence de l'OIR est l'une des attributions primordiales de l'Organisation. Elle consiste à sauvegarder les droits et les intérêts légitimes des personnes ayant des titres à l'assistance de l'Organisation, notamment lorsqu'elles sont apatrides en droit ou en fait et ne jouissent par conséquent pas de la protection qu'un Etat accorde par l'entremise de ses représentants diplomatiques. Cette tâche revêt un caractère politique dans la mesure où elle implique des relations avec des gouvernements et avec des institutions inter-gouvernementales.

Les problèmes juridiques à résoudre sont nombreux car la situation des apatrides qui, en règle générale, n'ont pas de résidence permanente, crée inévitablement des difficultés et conflits juridiques. En outre, un grand nombre de ces personnes ont été persécutées durant la guerre et l'Organisation doit aider à leur reclassement, à la restitution de leurs biens et à la réparation des torts qui leur ont été causés.

On trouvera ci-après un exposé de quelques-unes des activités les plus importantes de l'OIR dans ce domaine.

Droits de l'homme

L'OIR a soumis en décembre 1947 à la deuxième session de la Commission des droits de l'homme, un memorandum traitant des questions qui intéressent tout particulièrement les personnes relevant de la compétence de l'Organisation, c'est-à-dire l'égalité devant la loi, les problèmes de nationalité et d'apatridie, les questions relatives à l'émigration, l'expulsion et le droit d'asile (E/CN.4/41/Rev.1).

La Déclaration des droits de l'homme, telle qu'elle a finalement été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1948, contient des dispositions relatives aux questions ci-après qui revêtent une importance toute particulière pour les réfugiés et les personnes déplacées :

- a) Droit d'émigration - article 13.
- b) Droit d'asile - article 14.
- c) Droit de l'individu à une nationalité - article 15.

Apatridie

La Commission des droits de l'homme a adopté, à sa deuxième session, une résolution sur l'apatridie (E/600, paragraphe 46). A la suite de l'examen du rapport de la Commission, le Conseil économique et social des Nations Unies a adopté, lors de sa sixième session, tenue à Lake Success en février-mars 1948, une résolution sur les apatrides (résolution n° 116 (VI)). En vertu de cette résolution, l'étude de la façon dont est assurée la protection des apatrides, ainsi qu'une étude sur l'avantage qu'il y aurait à conclure une nouvelle convention à ce sujet, devaient être entreprises.

Conformément à cette résolution, le Secrétaire général des Nations Unies a consulté le Directeur général de l'OIR, au cours des diverses phases des travaux. Celui-ci a été en mesure de fournir une assistance effective en raison de l'expérience particulière que l'OIR et les organisations qui l'ont précédée ont acquise en la matière.

Déclaration de décès.

Au cours de la sixième partie de sa première session, la Commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés a adopté une résolution relative à la nécessité de coordonner les procédures de déclaration de décès. En exécution de cette résolution, une étude

générale de la question a été préparée par la Division de la protection et soumise par le Secrétaire général des Nations Unies au Conseil économique et social lors de sa septième session (PC/LEG/26 et E/824). Le 24 août 1948, le Conseil a adopté la résolution n° 158 invitant le Secrétaire général à préparer, en collaboration avec l'OIR et avec les autres organisations compétentes, un projet de convention sur cette question. Un avant-projet a été communiqué par l'OIR au Secrétaire général, qui, tout en y apportant certaines modifications, en a conservé les traits principaux.

La convention proposée poursuit deux objectifs essentiels :

- i) Etablir la compétence de divers tribunaux en matière de déclarations de décès, afin qu'il soit toujours possible pour un requérant de trouver un tribunal compétent et commode pouvant être saisi de ces questions ;
- ii) assurer la reconnaissance, par les tribunaux de tous les Etats parties à la convention, de la déclaration définitive de décès prononcée conformément aux dispositions de la Convention.

De nombreux Etats-Membres des Nations Unies ont déjà formulé leurs observations sur le projet de convention dont a été saisi le Conseil économique et social lors de sa huitième session. Le Conseil a recommandé la création d'un comité spécial d'experts gouvernementaux chargé de lui présenter, lors de sa neuvième session, soit un rapport sur le projet de convention, soit d'autres propositions.

Titres de voyage.

Etant donné que la plupart des personnes relevant de la compétence de l'OIR ne bénéficient de la protection d'aucun gouvernement, elles ne

peuvent se faire délivrer un passeport national et doivent, par conséquent, être en mesure de se procurer un titre de voyage qui en tienne lieu.

A la suite de longs travaux du Comité intergouvernemental pour les réfugiés, un accord international a été adopté à Londres le 15 octobre 1946, concernant la délivrance d'un titre de voyage aux réfugiés relevant de la compétence du Comité intergouvernemental pour les réfugiés. Aux termes de l'article 20 de cet accord, ses dispositions s'appliquent maintenant aux personnes relevant de l'OIR. En même temps, on a fixé la forme que revêtirait le titre de voyage à établir qui est aujourd'hui généralement connu sous le nom de "document de Londres" ou "titre de voyage de l'OIR".

Il présente deux avantages principaux : il indique que le porteur relève de l'OIR, ce qui lui confère une certaine protection, et il contient une clause autorisant le retour du porteur, dans un délai déterminé, dans le pays où le titre a été délivré, de sorte que les gouvernements des pays de réétablissement l'acceptent avec moins de difficultés.

En qualité d'organisme successeur prévu de l'accord initial, l'OIR a suivi de très près tous les événements intéressant l'exécution de cet accord. Des représentations appropriées ont été faites aux gouvernements signataires au sujet de sa mise en vigueur. A ceux des gouvernements qui l'exigent, les représentants locaux de l'OIR délivrent des certificats attestant que le candidat au titre de voyage relève effectivement de l'OIR. D'autres gouvernements délivrent le

Il a été possible d'obtenir de nouvelles signatures de l'accord. D'autre part, des négociations sont en cours avec d'autres gouvernements pour les amener à signer l'Accord de Londres. La signature implique l'engagement, non seulement de délivrer le titre de voyage, mais encore de l'accepter lorsqu'il est délivré par d'autres signataires. La situation actuelle, en ce qui concerne l'Accord du 15 octobre 1946 peut se résumer comme suit :

Quinze gouvernements l'ont signé sans réserve. Dix d'entre eux ont fait établir un titre de voyage imprimé. Quelques-uns des gouvernements intéressés ont étendu la délivrance du titre de voyage à des territoires autres que celui de la métropole (par exemple les autorités britanniques délivrent le titre dans la zone britannique d'Autriche et divers gouvernements des colonies britanniques prennent actuellement des dispositions soit pour délivrer le titre de voyage de l'OIR, soit pour en reconnaître la validité. Les autorités belges délivrent le titre au Congo belge). Trois gouvernements ont signé l'Accord ad referendum. On sait que deux d'entre eux en envisagent la ratification. Huit gouvernements non signataires se sont engagés à reconnaître la validité des titres de voyage délivrés conformément à l'Accord.

Commission permanente des migrations du Bureau international du Travail.

Des représentants de l'Organisation internationale pour les réfugiés ont assisté à la deuxième session de la Commission permanente des migrations du Bureau international du Travail, qui s'est tenue à Genève du 23 février au 2 mars 1948.

L'OIR a présenté des commentaires sur la documentation soumise par l'OIT pour servir de base de discussion, et elle a rédigé des propositions

destinées à être incorporées dans les instruments en cours de revision (propositions tendant à la revision de la Convention de 1939 sur les travailleurs migrants et de recommandations qui s'y rapportent; projet d'accord-type sur les migrations).

S'inspirant de ces propositions, la Commission a décidé :

- a) de faire figurer dans l'accord-type des dispositions spéciales reconnaissant le statut et les fonctions de l'OIR et stipulant que des facilités seront accordées à l'Organisation pour lui permettre d'exercer ces fonctions;
- b) d'introduire dans les instruments revisés des amendements appropriés de manière à assimiler le statut de l'OIR à celui des administrations compétentes des pays d'émigration;
- c) Lorsqu'il s'agirait de réfugiés et de personnes déplacées, d'appeler un représentant de l'OIR à faire partie de la Commission technique bilatérale prévue par l'accord-type.

CHAPITRE VIII - REPARATIONS

Aux termes de l'article 8 de la Partie I de l'Acte final de la Conférence de Paris sur les réparations, adopté en décembre 1945 par dix-huit Puissances alliées, et en vertu de l'Accord des Cinq Puissances du 14 juin 1946, certains avoirs devaient être mis à la disposition des victimes non rapatriables des persécutions nazies, personnes qui ont souffert cruellement du fait des nazis et ont un besoin impérieux d'être aidées pour leur "réhabilitation" et leur rétablissement, mais ne peuvent demander l'assistance d'aucun des gouvernements recevant des réparations de l'Allemagne.

Les accords précités prévoyaient que ces avoirs seraient administrés par le Comité intergouvernemental des réfugiés, ou par un organisme des Nations Unies auquel ces fonctions du CIR pourraient être transférées.

Du fait que l'immense majorité des personnes non rapatriables ayant droit à l'assistance de l'OIR étaient juives, 90 pour cent des avoirs mentionnés aux paragraphes i) et ii) ci-après et 95 pour cent des fonds mentionnés au paragraphe iii) ont été attribués aux victimes juives ayant droit à l'assistance de l'OIR et, parmi elles, les enfants devaient bénéficier d'un régime préférentiel. Les victimes non-juives ayant droit à l'assistance de l'OIR et qui reçoivent le solde des fonds, sont des Allemands et des Autrichiens pouvant prouver qu'ils ont été persécutés par les nazis pour des raisons d'ordre religieux, politique ou racial.

Les cinq gouvernements signataires de l'Accord du 14 juin 1946 ont désigné l'American Joint Distribution Committee et l'Agence juive pour la Palestine comme les organisations locales qualifiées pour recevoir les fonds reçus au titre des réparations et affectés au reclassement et au rétablissement des victimes juives. Quant à la part attribuée

aux victimes non-juives, le Directeur général est chargé de désigner les organisations qualifiées pour aider à leur reclassement et à leur rétablissement.

Situation financière

Aux termes des deux accords mentionnés ci-dessous, les avoirs à utiliser au profit des victimes comprenaient :

- i) 25 millions de dollars provenant des avoirs allemands en pays neutres;
- ii) tout l'or non monétaire découvert par les forces alliées en Allemagne;
- iii) les avoirs en pays neutres appartenant à des victimes des persécutions allemandes, décédées sans héritiers.

Sur le fonds de 25 millions de dollars, l'équivalent de 17.500.000 dollars a été récupéré jusqu'ici. Le Directeur général poursuit les négociations avec les gouvernements intéressés concernant les possibilités de transfert de l'excédent, soit 7.500.000 dollars. Ce chiffre rond de 17.500.000 dollars correspond à 50 millions de couronnes suédoises et 20 millions de francs suisses qui en fait représentent, au cours du change, 18.541.600 dollars.

La plus grande partie de l'or non monétaire a été remise à l'Organisation et a été liquidée. Cet or a procuré jusqu'ici, environ 2 millions de dollars. On a considéré que le marché le plus avantageux pour la liquidation des diamants, des bijoux de valeur, de l'argenterie, etc... était aux Etats-Unis. Ces avoirs y ont donc été envoyés par avion et par des navires affrétés par l'OIR, et un comité consultatif composé d'hommes d'affaires américains jouissant d'une certaine notoriété a été créé pour les liquider sans réaliser de bénéfice sur l'opération. Un montant total d'un million de dollars a ainsi été jusqu'ici porté au crédit du compte des réparations de l'Organisation. On escompte que les avoirs restants produiront encore 700.000 dollars.

D'autre part, la liquidation de l'or non monétaire par les soins de la Maison Samuel Montagu & Co de Londres a produit 884.914 dollars et la vente de lingots d'argent 172.945 dollars. La Trésorerie des Etats-Unis a validé pour 96.715 dollars, de dollars-billets des Etats-Unis qui avaient été volés; et la vente des monnaies volées dont a été chargée la Maison Julius Bar & Co, de Zurich a produit 15.000 autres dollars. La vente des monnaies volées se poursuit.

La vente de pièces d'argent mises à la disposition de l'Organisation par le Gouvernement français a produit une petite somme.

On pense vendre prochainement, par l'entremise notamment de la Maison Samuel Montagu & Co, de Londres, d'autres lingots et monnaies actuellement transférées à l'Organisation en Autriche, et provisoirement évalués à 750.000 dollars.

Une autre petite quantité d'argent évaluée à 2.300 dollars a été récemment remise par le Gouvernement militaire en Allemagne et sera prochainement liquidée. On pense recevoir très prochainement des autorités britanniques en Allemagne une somme de l'ordre de 15.000 à 20.000 dollars.

Le Directeur général pense donc que le produit total de la vente de l'or non monétaire, transféré jusqu'ici ou en cours de transfert à l'Organisation, s'élèvera à environ 3.500.000 dollars.

En outre, le Directeur général a adressé une demande au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'un butin important récupéré en Italie soit mis à la disposition de l'Organisation pour l'assistance aux victimes non rapatriables des nazis. Bien que ce transfert ne puisse pas être effectué aux termes de l'article 8 de l'Acte final et de l'Accord des cinq Puissances, les considérations qui ont incité les Alliés à attribuer l'or

non monétaire d'Allemagne pour le reclassement et le rétablissement des victimes non rapatriables de l'action allemande, sont tout aussi valables pour les biens non identifiables qui ont été volés aux victimes, où que ces biens puissent se trouver.

Avoirs se trouvant en pays neutres.

Les avoirs se trouvant en pays neutres et appartenant à des victimes des nazis décédées sans héritiers, n'ont produit jusqu'ici aucune somme. Bien que les gouvernements intéressés aient fait connaître qu'ils adopteraient une attitude bienveillante à l'égard de ce problème, le succès de la liquidation de ces avoirs, évalués à plusieurs millions de dollars, ne peut être assuré que si ces gouvernements prennent toutes les mesures nécessaires, y compris des mesures législatives particulières, pour résoudre les problèmes d'ordre juridique, administratif et fiscal que soulèvent l'identification, la prise en charge et la liquidation de ces avoirs. Le Gouvernement français, agissant au nom des cinq Puissances, a porté la question à l'attention des gouvernements intéressés et l'on sait que les communautés juives locales sont également en contact avec les gouvernements et cherchent à faire adopter une législation appropriée pour permettre d'affecter les avoirs non réclamés des victimes des nazis au reclassement et au rétablissement des survivants, comme le prévoient l'article 8 et l'Accord des cinq Puissances.

Dépenses.

Sur le fonds de 25.000.000 de dollars on a mis à la disposition des organisations bénévoles, des montants correspondant, en dollars, aux sommes ci-après :

<u>Nom de l'organisation</u>	<u>Montant</u>
American Joint Distribution Committee	\$ 4,636,344
Agence Juive pour la Palestine	9,019,392
Comité international pour le placement des intellectuels réfugiés	19,072
Aide aux émigrés	9,868
Self-Help of Emigres from Central Europe	1,382
International Rescue and Relief Committee	178,694
Conseil oecuménique des Eglises	2,490
Unitarian Service Committee	117
	<u>\$13,867,359</u>

Sur le montant provenant de l'or non monétaire, les sommes suivantes ont été affectées :

<u>Nom de l'organisation</u>	<u>Montant</u>
American Joint Distribution Committee	\$ 610,236
Agence juive pour la Palestine	826,354
Conseil oecuménique des Eglises	2,510
	<u>\$ 1,439,100</u>

Il ressort des chiffres ci-dessus que les recettes et les dépenses totales du compte des réparations de l'Organisation ont été jusqu'ici les suivantes:

RECETTES PROVENANT DU FONDS	DEPENSES SUR LE FONDS
DE \$ 25,000,000	DE \$ 25,000,000
<u>\$ 18,541,600</u>	<u>\$ 13,867,359</u>
RECETTES PROVENANT DE L'OR NON MONETAIRE	DEPENSES SUR LE PRODUIT DE L'OR NON MONETAIRE
\$ 2,171,874	\$ 1,439.100
<u>TOTAL</u>	<u>TOTAL</u>
\$ 20,713,874	\$ 15,306,459

Un rapport complet sur la question, arrêté au 30 septembre 1948, a été présenté par le Directeur général aux cinq Puissances dont l'accord régit l'action de l'OIR en la matière : Tchécoslovaquie, France, Royaume-Uni, Etats-Unis et Yougoslavie.

CHAPITRE IX - CONSEIL DE RECOURS

La Constitution de l'OIR dispose qu'afin d'assurer l'application impartiale et équitable des principes de l'OIR, il conviendra d'instituer un organisme spécial de nature semi-judiciaire, qui recevra une constitution, une procédure et un mandat appropriés.

Le droit à l'assistance de l'OIR est déterminé administrativement par des fonctionnaires spéciaux, qui appliquent sur place les directives du Département de l'assistance et de l'entretien en consultation avec le Service du Conseiller juridique.

Il existe un droit d'appel contre ces décisions et c'est le Conseil de Recours, rouage judiciaire du système, qui se prononce sur ces appels. En plus de ses fonctions judiciaires, le Conseil a été autorisé à agir à titre consultatif toutes les fois qu'il en serait sollicité par le secrétaire exécutif de la Commission préparatoire.

Le Conseil a été créé en novembre 1947. A l'origine, il devait se composer de cinq membres, mais, afin de réduire les frais, on a essayé, durant les premiers mois, de le faire fonctionner avec trois membres seulement; toutefois il a fallu, en raison du nombre des appels, revenir à ce qui avait été primitivement envisagé.

La majeure partie du travail du Conseil se fait sur place. Ses membres font des tournées dans chaque secteur d'opérations. Afin de pouvoir prendre une décision rapide sur les appels, ils se prononcent après avoir consulté les fonctionnaires locaux des services juridiques et des services de l'"éligibilité". On donne le plus souvent au demandeur la possibilité d'exposer son cas lui-même. Lorsque ce cas est douteux ou donne lieu à controverse, ou lorsqu'un important problème de politique générale est en jeu, la décision est ajournée jusqu'au retour du membre du Conseil à Genève; le cas est alors soumis au Conseil tout entier pour qu'il l'examine

et se prononce. De cette manière, les membres du Conseil siègent alternativement sur place et seuls pendant un certain temps, et au siège central tous ensemble.

Le Président du Conseil de recours, ancien Président d'une Cour suprême d'appel et juge expérimenté, est chargé de veiller à ce que le Conseil exerce ses fonctions avec l'équité et l'impartialité qui règnent dans les débats des tribunaux judiciaires. Un greffier est chargé de tenir les registres, de conserver les archives et d'effectuer les travaux administratifs auxquels donne lieu le fonctionnement du Conseil.

A la fin de février 1949, 7.948 appels avaient été enregistrés au siège du Conseil et l'on évaluait à 4.000 ceux qu'il restait à lui soumettre. Sur ce nombre, 6840 avaient été jugés.

CHAPITRE X - SERVICE INTERNATIONAL DE RECHERCHE

En sa qualité d'organisme successeur du CIR et de l'UNRRA, l'OIR a été chargée de rechercher les millions de civils non allemands qui ont disparu durant la guerre. Lors de sa réunion d'octobre 1947, la Commission préparatoire a décidé de créer un service international de recherche appelé à remplacer le Bureau central de recherche de l'UNRRA et à procéder à des recherches sur place dans les zones britannique et américaine d'Allemagne.

Ce service a son siège à Arolsen, en zone américaine d'Allemagne et des divisions régionales en zone américaine à Esslingen et en zone britannique à Goettingen. Il dispose d'un bureau de liaison à Berlin et collabore étroitement avec le Bureau de recherche de la zone française (Gouvernement militaire) de Rastatt.

L'effectif total du Service est de 1.021 membres, dont 918 ont été recrutés parmi les réfugiés et les Allemands. L'emploi de ressortissants allemands est essentiel pour la continuité des opérations car le personnel recruté parmi les réfugiés diminue régulièrement à la suite des rapatriements et des réétablissements.

Il appartient au Service international de recherche de déterminer, par des recherches locales et par l'examen et le collationnement de documents, ce qu'il est advenu des personnes qui ont disparu en territoire allemand entre septembre 1939 et mai 1945; il lui appartient également de mettre en contact par correspondance les personnes de nationalité non allemande qui demandent spontanément des nouvelles les unes des autres.

En mai 1948, la Commission préparatoire a ajouté au mandat du SIR la recherche, dans les trois zones occidentales d'Allemagne, des enfants enlevés par les nazis dans d'autres pays, en application de leur programme de "germanisation", et d'aider ainsi à réunir les familles dispersées durant les années de guerre. La mise en oeuvre du programme définitif doit

commencer au début de 1949. Dès que l'on sait où se trouvent les enfants et qu'on les a identifiés, on entreprend de rechercher leurs parents ou leurs familles dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays.

Les demandes concernant les personnes disparues en Allemagne sont reçues par le Bureau Central d'Arolsen. S'il ne dispose d'aucun renseignement, la demande est transmise aux bureaux des zones pour qu'ils procèdent à des recherches sur place. Si celles-ci ne donnent pas de résultat, le nom est inscrit sur une liste de personnes disparues publiée dans les camps de personnes déplacées, dans la presse allemande et dans les journaux à l'usage des personnes déplacées (ainsi que dans certains journaux étrangers d'autres pays) et radiodiffusée par les stations allemandes et par l'émetteur du Vatican à Rome.

Dans de nombreux cas, le SIR a trouvé des pièces (archives des camps de concentration, etc.) établissant la preuve du décès de personnes disparues. Bien qu'il n'ait pas pouvoir d'établir des certificats officiels de décès dans ces cas, ses "avis de décès" servent de base à la décision officielle des autorités compétentes.

Dans la plupart des pays, il existe un bureau national de recherche ou un organisme officiellement chargé des recherches pour le compte des ressortissants du pays. Le SIR entretient avec ces services des relations étroites; des fonctionnaires chargés de la liaison sont détachés à son siège par les bureaux nationaux de recherches français, belge, neerlandais, luxembourgeois et italiens. Des membres de la Croix-Rouge polonaise collaborent localement à la recherche des enfants disparus, avec les équipes chargées de ce soin.

A l'heure actuelle, plus de quatre années après la fin des hostilités, on reçoit encore un grand nombre de demandes de renseignements sur des personnes disparues: 4.000 par mois environ. Entre le 1er janvier et le

31 décembre 1948, le SIR a reçu 48.121 demandes de ce genre dont 23.345 émanaient de personnes déplacées se trouvant encore en Europe ou réinstallées ailleurs. Le SIR a pu fournir des renseignements en réponse à 18.113 de ces demandes et, dans 16.367 de ces cas, il a été en mesure de retrouver la personne recherchée ou d'établir la preuve de son décès. Le fichier central, qui contient environ 4 millions de fiches, constitue la source de renseignements la plus importante.

Le bureau chargé de la recherche des enfants est saisi de 19.000 demandes concernant des enfants disparus. Jusqu'ici, on a retrouvé 16.000 enfants dans les zones britannique, française et américaine d'Allemagne. Les vérifications portent mensuellement sur environ 40 à 45.000 noms; il y est procédé grâce au fichier central pour la recherche des enfants qui comporte 77.000 fiches.

C. ACTIVITE ENTRE LE 1er JANVIER ET LE 31 DECEMBRE 1949

CHAPITRE XI - SANTE, ASSISTANCE ET ENTRETIEN

Généralités

On a entrepris l'exécution de plans de regroupement de la population des camps dans de meilleures installations qui sont disposées de manière à permettre d'acheminer le ravitaillement le plus économiquement possible et de réduire au minimum les besoins en personnel; l'application de ces plans se poursuivra parallèlement au rapatriement et au rétablissement, et pour autant que le permettront le rythme de ces opérations et les besoins des forces d'occupation. On s'est préoccupé tout particulièrement, en prévision des problèmes qui se poseront au cours des dernières phases de l'activité de l'OIR, des établissements spécialisés tels qu'hôpitaux, centres de jeunesse, foyers pour enfants, ainsi que des installations spéciales pour vieillards et des dispositions prises pour eux dans les camps.

Assistance

On continue à prendre des dispositions en faveur des réfugiés et personnes déplacées qui ne souhaitent pas être rapatriés et dont le rétablissement semble improbable. Il est difficile de déterminer la composition de ce groupe, notamment en Allemagne, en Autriche et en Italie. Dans les pays d'Europe occidentale (France, Belgique, Pays-Bas, Espagne et Portugal) et dans le Moyen-Orient on a pu, en analysant chaque cas d'espèce, recueillir force renseignements sur l'effectif et la composition de ce groupe. C'est là la méthode la plus pratique lorsqu'il s'agit de régions peu étendues, tant en raison de l'étendue relativement limitée de l'opération que du faible pourcentage que représentent les membres du groupe à rétablir.

Dans les régions plus importantes, on effectue des sondages statistiques afin de déterminer approximativement le pourcentage des personnes dont le rétablissement semble impossible, et l'on s'inspirera des résultats de ces sondages pour prendre des dispositions en vue de continuer à les entretenir.

Les personnes dont le rétablissement semble improbable pour le moment, se répartissent à peu près en deux catégories :

En premier lieu, les infirmes et les malades chroniques, ainsi que les personnes à leur charge; en second lieu, les personnes écartées par les missions de rétablissement en raison de leur âge, de la composition de leur famille ou de leurs antécédents professionnels. Il a été procédé en Autriche, en Allemagne et en Italie, à un recensement des personnes appartenant à la première catégorie et l'on a mis au point un programme de rééducation physique et de formation professionnelle pour 7.000 personnes environ (ce programme est exposé plus loin dans le présent chapitre).

La deuxième catégorie comprend :

- a) Les vieillards;
- b) Les familles nombreuses dont un seul membre peut gagner sa vie;
- c) Les personnes qui, de par leur profession ou leur âge, ne peuvent être acceptées comme manoeuvres.
- d) Les mères d'enfants en bas âge sans soutien de famille;
- e) Les familles susceptibles de se suffire à elles-mêmes mais qui comptent un enfant, ou un autre membre, malade ou infirme;
- f) Les enfants infirmes non accompagnés.

Une fraction des personnes appartenant à cette catégorie sera réétablie dans des pays tels que les Etats-Unis ou le Canada si des parents les demandent, mais on peut raisonnablement présumer qu'il faudra continuer à assister la plupart d'entre eux.

Un fort pourcentage des personnes qui reçoivent un traitement médical de rééducation et une formation professionnelle seront, espère-t-on, susceptibles de rétablissement, mais il est peu probable qu'on soit en mesure de rétablir en fait le groupe tout entier avant le 30 juin 1950. Il en résulte que les personnes de cette catégorie qui n'auront pu être réinstallées et celles dont il a été question au paragraphe précédent constitueront un groupe pour lequel il faudra organiser une assistance continue après la fin des opérations de l'OIR.

Ce problème comporte pour le moment trois solutions possibles, à savoir :

1. que les gouvernements acceptent de recevoir une "juste part" de ce groupe ;
2. que les pouvoirs locaux du pays où ces personnes se trouvent actuellement acceptent de se charger entièrement de leur assistance ;
3. que l'assistance leur soit fournie par les diverses organisations bénévoles.

Ces solutions sont actuellement à l'étude, et l'on pèse les avantages relatifs de chacune tout en examinant les problèmes qu'elles posent. Des plans précis pourront, pense-t-on, être établis en ce qui concerne ce groupe dans le courant de l'année, notamment dans les secteurs d'opérations les moins étendus.

Un comité composé de membres de l'OIR et d'organisations bénévoles a été créé pour aider à l'étude des solutions possibles et à leur application. Ce comité est chargé de prêter son concours pour analyser les problèmes posés par ce groupe "résiduel", pour en déterminer la nature et pour les définir; de proposer à l'OIR ou aux organisations bénévoles les mesures à prendre en vue de réduire l'effectif de ce groupe; d'étudier le problème tel qu'il se pose dans chaque région et de s'efforcer de trouver des solutions à chaque cas particulier; enfin de suggérer les moyens de hâter l'exécution de la tâche dans toutes les régions intéressées.

Rééducation et formation professionnelle des inaptes.

On s'est beaucoup préoccupé du problème de la rééducation et de la formation ou du reclassement professionnel des personnes qui en ont besoin pour pouvoir se suffire à elles-mêmes. Les services techniques intéressés ont collaboré à la mise au point d'un programme d'assistance de ce genre qui serait appliqué à une fraction de ce groupe tout au moins.

Sur les conseils de deux experts détachés par le Ministère de la santé publique du Royaume-Uni (voir chapitre V), on a procédé au recensement des inaptes. Des commissions médicales sont actuellement en train de classer ces réfugiés en quatre catégories :

- A. personnes actuellement en état de travailler et n'ayant plus besoin de traitement;
- B. personnes qui pourraient travailler après avoir subi un traitement approprié;
- C. personnes qui ne pourront travailler que dans des conditions déterminées;
- D. personnes qui ne seront pas en état de travailler, même après un traitement spécial.

En ce qui concerne le traitement, ces commissions seront également appelées à formuler les avis suivants :

- 1. personnes n'ayant plus besoin de traitement, ni de réadaptation;
- 2. personnes ayant besoin d'un traitement médical, chirurgical ou psychiatrique;
- 3. personnes ayant besoin d'une réadaptation et d'une rééducation médicales;
- 4. personnes ayant besoin d'une orientation professionnelle et d'un préapprentissage;
- 5. personnes en état de recevoir une formation professionnelle.

A partir du 1er juillet 1949, 7.000 personnes déplacées environ recevront un traitement médical et une formation professionnelle dans des centres spéciaux de rééducation qui seront créés en Allemagne, en Autriche et en Italie. On se propose d'installer cinq centres médicaux de rééducation pour tuberculeux, cinq pour malades non tuberculeux, et un centre spécial pour aveugles.

En vertu de ce plan, le premier de ces centres - qui sera un centre modèle de reclassement professionnel des tuberculeux - sera établi dans la zone américaine d'Allemagne au début d'avril 1949, les autres à partir du 1er juillet 1949.

En général, chacun de ces centres disposera d'un médecin consultant spécialisé dans la rééducation médicale, d'une infirmière, d'un physiothérapeute, d'une assistante sociale et d'un expert en orientation professionnelle. Il est prévu que les stages dans les centres pour tuberculeux dureront de six à neuf mois, au cours desquels les malades recevront une formation professionnelle complète. Dans les centres réservés aux non-tuberculeux, le séjour des malades sera beaucoup plus bref, de six à neuf semaines, après qu'ils intéressés pourront probablement être envoyés dans des écoles ordinaires d'apprentissage afin d'y achever leur formation.

S'inspirant de l'expérience acquise dans certains pays comme le Royaume-Uni et les Etats-Unis, en matière de placement des infirmes et des inaptes, l'OIR s'efforcera d'apprendre aux personnes souffrant d'une incapacité physique le métier le mieux adapté à leur état. Il ressort des études effectuées aux Etats-Unis qu'une personne souffrant d'une infirmité physique est parfois, si on lui fait faire un travail où elle peut pleinement employer ses facultés, plus habile qu'une personne qui jouit de toutes ces capacités physiques.

L'enseignement des langues est un élément du programme de formation professionnelle dont on se préoccupe de plus en plus. On espère pouvoir, grâce à l'augmentation des manuels et du matériel d'enseignement, porter dans les quelques mois à venir à 60.000 environ le nombre des personnes recevant aux moins deux heures d'enseignement par semaine dans des cours organisés.

Dans le même ordre d'idées signalons que, dans toutes les régions principales, on crée actuellement des écoles pour la formation de professeurs de langues. En outre, des cours de langues vont être organisés dans tous les principaux camps, centres de rassemblement et centres de groupement. On prévoit également l'organisation de cours de ce genre sur tous les navires faisant une traversée de quelque durée.

Organisations bénévoles

En janvier 1949, 49 organisations bénévoles de 13 pays et zones d'occupation ont pris part, avec les représentants de 15 bureaux locaux et du siège central de l'OIR, à une conférence commune tenue au siège de l'OIR à Genève, pour passer en revue le travail accompli jusqu'à là et débattre les problèmes présents et les plans d'avenir. Les travaux préparatoires, qui avaient été effectués par les participants, ont non seulement permis d'améliorer l'établissement de plans communs, mais ont également indiqué dans quel sens il convenait de poursuivre et d'intensifier les efforts. (voir la Partie D, Conférences).

Service international de recherche

On a commencé en janvier 1949 à appliquer le nouveau programme de recherche des enfants. Le plan général actuel, mis au point en s'inspirant de l'expérience acquise depuis 1945, en Allemagne et en Autriche par les agents de l'UNRRA et l'OIR, vise trois catégories d'enfants parmi lesquels on a le plus de chance de découvrir ceux que recherche le SIR, à savoir :

1. Les enfants des foyers et institutions pour enfants, etc.
2. Les enfants recueillis dans des familles;
3. Les enfants inscrits sur les Registres d'adoption entre 1939 et 1945.

L'application du plan exige une collaboration étroite avec les autorités allemandes, ainsi que l'utilisation de leurs archives; mais il faut, en tout premier lieu que le Gouvernement militaire donne son assentiment. Dans les zones française et américaine, les travaux ont déjà commencé. Dans la zone britannique, les négociations sont toujours en cours.

CHAPITRE XII - RAPATRIEMENT ET REETABLISSEMENT EN 1949

Rapatricement

Deux faits nouveaux sont susceptibles d'avoir des répercussions sur l'activité future de l'OIR dans le domaine du rapatriement. Les autorités américaines d'occupation en Allemagne ont mis fin à l'activité de la mission yougoslave de rapatriement à compter du 1er janvier et à celle de la mission soviétique à compter du 1er mars. C'est, selon toute probabilité le Consulat yougoslave de Munich et la Mission militaire soviétique de Francfort qui se chargeront désormais du rapatriement de leurs ressortissants respectifs.

Les facteurs qui influent sur le nombre des personnes désireuses d'être rapatriées ont été examinées à fond dans le Chapitre VI (a) du programme de 1948. C'est en raison de ces facteurs qu'il est malaisé d'évaluer le nombre des candidats au rapatriement avant que ne s'achèvent les opérations prévues. L'OIR poursuivra toutefois en 1949 ses efforts en vue de faciliter le rapatriement. En s'inspirant de l'expérience acquise, l'Organisation évalue à 33.000 le nombre des personnes qui seront rapatriées dans les dix-huit mois à venir.

En ce qui concerne le rapatriement des Chinois d'outre-mer, le Gouvernement birman a autorisé le retour de 3.000 personnes entre janvier et juin 1949. Les négociations se poursuivent avec l'Indonésie au sujet des 3.000 réfugiés recensés comme provenant de cette région. En ce qui concerne les personnes désireuses de retourner aux Philippines, à Singapour et en Malaisie, les négociations se poursuivent avec les gouvernements en 1949, mais l'on n'envisage pas que ces pays admettent de nouveaux rapatriés au cours de cette période.

Réétablissement

Palestine

Au début de 1949, l'Organisation a modifié son attitude à l'égard

du rétablissement dans le Moyen-Orient. En mai 1948, lors de l'ouverture des hostilités dans le Moyen-Orient, l'Organisation s'était refusée à favoriser l'immigration en Palestine et dans les régions limitrophes, étant donné que ces régions ne pouvaient être considérées comme offrant des possibilités réelles de rétablissement durable. Lorsqu'en janvier 1949 les hostilités ont pratiquement cessé, l'Organisation a décidé que les motifs qui l'avaient fait agir n'existaient plus, et elle a recommencé à prêter son concours à l'immigration en Palestine et dans les autres pays du Moyen-Orient.

Prévisions relatives au rétablissement en 1949/1950.

Depuis décembre 1948, le nombre mensuel des personnes réétablies s'est accru à mesure qu'augmentaient les facilités de transport par mer, et que le système requis pour l'application du plan américain était mis en application. En décembre 1948, 26.288 personnes en tout ont été réinstallées. Malgré un léger fléchissement (26.141) en janvier 1949, ce chiffre est monté en février à 28.062. On estime que vers juillet 1949, le nombre des personnes réétablies chaque mois en Australie et aux Etats-Unis seulement, atteindra 22.000.

Le nombre des personnes réétablies dépend dans une grande mesure de la politique appliquée par les pays d'accueil, et il subira fortement les effets d'amendements éventuels au Displaced Persons Act des Etats-Unis. Ce nombre ne peut donc évidemment être évalué que très approximativement. Les chiffres ci-après qui correspondent à la période du 1er janvier 1949 au 1er juillet 1950 sont fondés sur l'hypothèse que l'attitude des pays d'accueil ne sera pas sensiblement modifiée au cours de la période en question :

de janvier 1949 de juillet 1949
à juillet 1949 à juillet 1950

Europe occidentale

Belgique	500	1,000
Pays-Bas	150	
France	5,000	10,000
Luxembourg	2,000	
Royaume-Uni	4,000	3,000

Amérique latine

Argentine		5,000
Brésil	8,000	10,000
Chili	400	
Vénézuela	1,600	5,000
Divers		5,500

Autres pays d'outre-mer

Australie	28,000	70,000
Canada	16,100	15,000
Nouvelle-Zélande	1,000	
Etats-Unis	38,000	165,000
Afrique du Nord	2,000	2,000
Turquie	2,000	
Moyen-Orient	50,000	10,000

Migrations individuelles	26,500	41,000
--------------------------	--------	--------

TOTAL :	185,250	342,500
---------	---------	---------

CHAPITRE XIII - PROTECTION JURIDIQUE ET POLITIQUE

Traité d'Etat avec l'Autriche

Un aide-mémoire contenant des recommandations relatives aux réfugiés et personnes déplacées a été communiqué en février à Londres aux délégués des puissances intéressées à la Conférence des suppléants des Ministres des affaires étrangères pour le traité avec l'Autriche. Des échanges de vues ont eu lieu avec les délégués et les experts des diverses délégations ainsi qu'avec le Ministre des affaires étrangères de l'Autriche et ses principaux conseillers politiques.

Statut d'occupation de l'Allemagne occidentale

Le projet d'établissement d'un gouvernement en Allemagne occidentale soulève un grand nombre de questions relatives au statut, en Allemagne, de l'OIR et des personnes relevant de sa compétence.

L'OIR a remis aux trois Puissances occupantes de l'Allemagne occidentale un aide-mémoire dont le contenu a été discuté avec les délégations à la Conférence sur le statut d'occupation, qui s'est tenue à Londres.

Naturalisation

C'est seulement par la naturalisation que l'on peut résoudre de manière radicale le problème du réfugié non rapatriable. On étudie actuellement diverses législations et pratiques administratives nationales en matière de naturalisation, en vue de soumettre aux gouvernements des propositions visant à faciliter la naturalisation par des mesures administratives ou, le cas échéant, par la voie législative.

Conventions de la Croix-Rouge internationale

Le Comité international de la Croix-Rouge a soumis à l'OIR, pour observations, des projets de conventions révisées et de

conventions nouvelles relatives à la protection des victimes de la guerre.

L'OIR a présenté des suggestions et proposé des modifications qui ont été acceptées et incorporées dans les projets de conventions. Elles ont trait particulièrement à la protection des apatrides en temps de guerre.

Le Gouvernement helvétique a convoqué à Genève, pour le 21 avril 1949, une Conférence en vue de l'adoption de ces conventions. L'OIR a été invitée à y envoyer un observateur.

Commission permanente des migrations au Bureau international du Travail

Des représentants de l'OIR ont assisté à la troisième session de la Commission permanente des migrations du Bureau international du Travail, qui s'est réunie en janvier 1949 à Genève. Au cours des débats relatifs au projet de convention et à la recommandation concernant "le recrutement, le placement et les conditions de travail des travailleurs migrants", et à l'"Accord type sur les migrations temporaires et permanentes de travailleurs, y compris les réfugiés et personnes déplacées", les représentants de l'OIR ont été en mesure de faire admettre le point de vue de cette Organisation sur plusieurs questions importantes, notamment:

- (i) partout où il était fait mention du rapatriement ou du retour au pays d'origine, on a introduit des réserves en vue de garantir aux réfugiés et personnes déplacées le droit de décider en toute liberté, conformément à la résolution adoptée le 12 février 1946 par l'Assemblée générale des Nations Unies (document A/45);
- (ii) on a introduit dans le projet d'accord-type un article destiné à protéger autant que possible les personnes

déplacées contre le risque d'être renvoyées, contre leur gré, dans le pays où elles ont été recrutées;

(iii) une proposition visant à donner aux gouvernements des pays d'émigration un droit de contrôle pour ce qui concerne l'émigration des réfugiés et des personnes déplacées, a été repoussée.

(Cette proposition aurait provoqué des difficultés dans l'exécution des opérations de l'OIR en Autriche; le point de vue de l'OIR a été appuyé par le représentant des Nations Unies à cette session).

Assistance juridique

On entend par assistance juridique l'aide et les avis juridiques donnés à une personne, par opposition à la protection juridique qui a pour objet de sauvegarder ses droits et ses intérêts à l'échelon gouvernemental. Cette assistance juridique n'incombe pas directement à l'OIR, mais en raison de la situation particulière qui règne en Allemagne et en Autriche, l'Organisation n'a pu se désintéresser entièrement de la question.

Des services d'assistance juridique fonctionnent actuellement dans les zones américaine, britannique et française d'Allemagne; ils n'imposent à l'OIR qu'une légère charge financière, car ils sont en grande partie assurés par des juristes recrutés parmi les réfugiés et personnes déplacées.

D. CONFERENCES

La Commission préparatoire.

La première session de la Commission préparatoire a comporté sept parties distinctes. Lors de la deuxième partie, qui s'est tenue en

mai 1947, la Commission a pris les dispositions nécessaires pour assumer, à compter du 1er juillet 1947, des fonctions d'exécution à l'égard des réfugiés et personnes déplacées pouvant, aux termes de la constitution de l'OIR, faire valoir leurs droits à l'assistance. (voir aussi chapitre I, La Commission préparatoire et l'Organisation de l'OIR). Elle a constitué un Comité consultatif (composé des représentants de la Belgique, du Canada, de la Chine, des Etats-Unis, de la France, des Pays-Bas et du Royaume-Uni) qui devrait se réunir de temps à autre dans l'intervalle des réunions de la Commission préparatoire afin de donner au Secrétaire exécutif son avis sur les plans relatifs à l'organisation de l'OIR. Le Comité consultatif s'est réuni trois fois en juin, juillet et septembre 1947.

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif a tenu trois sessions: la première à Genève en septembre 1948, la deuxième à Rome en décembre 1948 et la troisième à Genève en janvier 1949.

Le Conseil général

La première session du Conseil général s'est tenue en septembre 1948. Lors de cette session, le Conseil a accompli un certain nombre de formalités nécessaires. Il a, entre autres:

1. approuvé l'accord entre les Nations Unies et l'OIR;
2. décidé d'établir à Genève le siège central de l'Organisation;
3. nommé un Directeur général, auquel ont été conférés les pouvoirs nécessaires pour agir au nom de l'Organisation;
4. ratifié et fait siens les actes officiels de la Commission préparatoire.

Le Conseil a également adopté un certain nombre de résolutions relatives aux opérations dont est chargée l'Organisation. Il a donné pour instructions au Directeur général de poursuivre ses efforts en vue d'accélérer le rapatriement de tous les réfugiés et personnes déplacées qui souhaiteraient être rapatriés, et l'a invité à leur fournir tout le concours dont ils pourraient avoir besoin.

Le Conseil a étudié un rapport du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire signalant qu'il avait jugé nécessaire, le 2 juillet 1947, de restreindre le nombre de nouveaux réfugiés et personnes déplacées admis à l'assistance et à l'entretien et de n'accepter que ceux qui pourraient prouver que, sans cette assistance, ils se trouveraient réellement dans la détresse. Le Conseil a chargé le Directeur général de poursuivre la politique de la Commission préparatoire à cet égard, tout en donnant au terme "détresse" l'acception la plus large possible et en annulant cette restriction, dans l'exercice de ses pouvoirs administratifs, aussitôt qu'il jugerait possible de le faire.

Le Conseil a également voté une résolution énonçant les principes et règles en matière d'exercice des cultes, de logement, d'alimentation, d'habillement, de santé, d'emploi, de formation professionnelle, d'instruction des enfants et d'activités collectives, qu'il désirait voir faire appliquer par le Directeur général.

Le Conseil s'est particulièrement intéressé au réétablissement et a invité le Directeur général à prendre directement contact avec les gouvernements afin d'étudier avec eux l'effectif maximum de réfugiés et de personnes déplacées qu'ils pourraient et voudraient accueillir sur leur territoire en leur faisant notamment admettre le principe du réétablissement par unité familiale; à poursuivre l'étude et l'exécution de plans pour le réétablissement en grand;

à attirer l'attention des gouvernements sur certains problèmes propres aux réfugiés et personnes déplacées; enfin, à établir et à soumettre au Conseil général, lors de sa deuxième session, un plan pour la répartition des réfugiés et personnes déplacées qui lui paraîtraient alors avoir besoin de mesures spéciales d'assistance pour que la mission de l'Organisation soit accomplie. Le Conseil a également reconnu lors de sa première session, que l'OIR n'était pas alors en mesure de prendre de décision en ce qui concerne les "Volksdeutsche", et a chargé le Directeur général de poursuivre l'étude du problème. Le Conseil a enfin pris les dispositions de principe nécessaires concernant l'approbation des budgets des deuxième et troisième exercices financiers, la forme sous laquelle le Directeur général pourrait accepter les contributions, la détermination du montant des contributions des gouvernements ne figurant pas sur la liste contenue à l'Annexe II de la Constitution, enfin la nomination de vérificateurs des comptes désignés en dehors de l'Organisation.

Les organisations bénévoles et l'OIR.

Du 18 au 21 janvier 1949, s'est tenue à Genève une conférence de l'OIR et des organisations bénévoles coopérant avec l'Organisation. Y assistaient 104 représentants de l'OIR, venus du siège central et des bureaux locaux, ainsi que 100 représentants de 49 organisations bénévoles de 13 pays ou zones d'occupation. Ils ont délibéré sur un ordre du jour très complet et se sont scindés en quatre commissions chargées d'étudier les questions suivantes: rétablissement, assistance et entretien, enfants et jeunes gens, "éligibilité" et protection. On trouvera ci-après les principales conclusions et recommandations formulées par ces commissions.

Réétablissement. La Commission du réétablissement a jugé que la définition du groupe familial en usage dans les pays d'accueil devrait être élargie, et ne pas s'appliquer exclusivement aux personnes susceptibles de gagner leur vie. Elle a insisté pour que les gouvernements acceptent une juste part de réfugiés de toutes catégories. Enfin, elle a mis l'accent sur le problème des possibilités de réétablissement des spécialistes.

Assistance et entretien. Les membres de la Conférence ont prié l'OIR de reviser, en vue de les assouplir, les critères appliqués en matière d'admission à l'assistance et à l'entretien. Selon eux, il conviendrait de faire bénéficier tous les réfugiés du service de consultations pour les encourager à prendre une décision quant à leur avenir. La Commission a préconisé de développer largement le programme de formation professionnelle et recommandé à l'OIR de conclure avec les pays d'accueil des accords en ce qui concerne les critères d'admission des infirmes, de manière à adapter aux critères convenus la formation professionnelle de ce groupe. Ils ont suggéré de s'enquérir de la possibilité de réinstaller certains réfugiés dans le cadre de l'économie locale de l'Allemagne et de l'Autriche, où certaines organisations locales pourraient les assister. La Commission a également recommandé à l'OIR d'étudier, de concert avec les organisations bénévoles, la nécessité de poursuivre l'oeuvre d'assistance dans les camps. Elle a attiré l'attention sur le fait que le problème des réfugiés ne sera pas résolu pour juin 1950 et elle a recommandé d'attirer l'attention des gouvernements membres de l'OIR sur la nécessité de prendre des dispositions en conséquence avant la fin des opérations de l'OIR.

"Eligibilité" et protection juridique. Les membres de la Conférence ont instamment prié l'OIR de prendre une décision définitive sur le point de savoir si les "Volksdeutsche" ont des titres à l'assistance.

de l'Organisation, afin que des dispositions puissent être prises en conséquence. Si l'OIR, ont-ils déclaré, pouvait au moins délivrer aux "Volksdeutsche" un titre de voyage, cela leur permettrait de profiter des possibilités de rétablissement. La Commission a recommandé à l'OIR de prendre les mesures nécessaires pour assurer, en cas de besoin, la protection juridique et politique des réfugiés dans tous les pays de rétablissement et d'adopter toutes dispositions utiles pour augmenter le nombre des adhérents aux conventions actuelles et pour en conclure de nouvelles le cas échéant. L'OIR et les organisations intéressées devant coopérer plus étroitement en matière de protection et d'assistance juridiques, la Commission a estimé qu'il serait utile de convoquer une conférence spéciale pour examiner ce problème.

Enfants et jeunes gens. La Commission a recommandé que l'OIR et les organisations bénévoles collaborent pour fixer des normes éducatives précises dans chaque zone d'occupation et pour multiplier les centres de jeunesse. Elle a recommandé que l'OIR tienne en tout temps les étudiants parfaitement au courant des possibilités de rétablissement. Selon la Commission, on devrait, en matière de rétablissement des enfants et des jeunes gens isolés, appliquer un seul critère, à savoir l'intérêt le mieux compris de l'enfant ou du jeune homme. Elle a signalé que les programmes sanitaires pour l'enfance devaient comporter des mesures positives et prévoir une alimentation spéciale pour ceux qui en ont besoin. L'OIR a été priée de tenir compte du fait qu'il faudra poursuivre la recherche des enfants après la fin de ses opérations et recommander aux Nations Unies de prendre des dispositions dans ce sens.

Bien que la Conférence n'ait pas été en mesure de prendre de décision en ce qui concerne le programme de l'OIR d'une part et celui des organisations bénévoles d'autre part, les débats, ainsi que les recommandations et conclusions qui en ont résulté, n'en auront pas moins été utiles tant à l'Organisation qu'aux organisations bénévoles participantes.

E. RELATIONS AVEC LES NATIONS UNIES

Accord

Le 18 novembre 1948, l'Assemblée générale a approuvé sans y apporter de modifications, le projet d'accord entre les Nations Unies et l'OIR qu'il lui avait recommandé le Conseil économique et social lors de sa septième session. Un protocole relatif à l'entrée en vigueur de cet accord a été signé le 7 février 1949 par le Secrétaire général des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation internationale pour les réfugiés.

Privilèges et immunités

Des mesures préliminaires ont été prises en vue de faire appliquer à l'Organisation internationale pour les réfugiés la Convention des Nations Unies sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Aux termes de la Convention même, le Conseil économique et social, par une résolution adoptée le 9 mars 1949 au cours de sa huitième session, a recommandé à l'OIR un projet d'annexe tendant à faire appliquer les clauses standard de la Convention à l'Organisation. Le Conseil général de l'OIR a, le 29 mars 1949, lors de sa deuxième session, approuvé cette annexe, permettant ainsi aux gouvernements intéressés d'appliquer les dispositions de la Convention à l'OIR.

Conseil économique et social

Le Secrétaire exécutif et le secrétariat de la Commission préparatoire ont collaboré avec le Secrétariat des Nations Unies à l'établissement du rapport sur les possibilités de rapatriement, de réinstallation et d'immigration des réfugiés et personnes déplacées, et sur la situation des enfants non accompagnés, rapport demandé par l'Assemblée générale (Résolution N° 136 (II) du 17 novembre 1947) et par le Conseil économique

et social (Résolution N° 122 (VI) du 1er mars 1948). Ce rapport a été présenté à la septième session du Conseil économique et social qui l'a renvoyé à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine lors de sa troisième session ordinaire. Toutefois, l'Assemblée générale s'est ajournée avant d'avoir pu étudier la question qui demeure inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Assemblée en avril 1949.

Le 24 août 1948, lors de sa septième session, le Conseil économique et social a voté une résolution (n° 157 (VII)), prenant acte du rapport susmentionné et recommandant à la Commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés de se concerter immédiatement avec les Membres des Nations Unies au sujet de la réinstallation de tous les réfugiés et personnes déplacées non rapatriables, en fonction des mesures déjà approuvées par l'Assemblée générale dans ses Résolutions 62 (I) et 136 (II), et notamment en reconnaissant l'importance qu'il y a à réinstaller par groupes familiaux les réfugiés et personnes déplacées; enfin, de faire rapport à ce sujet au Conseil à sa huitième session. Conformément à cette résolution, le Directeur général de l'OIR a présenté au Conseil économique et social un rapport relatif au rétablissement des réfugiés et personnes déplacées non rapatriables, que le Conseil a étudié lors de sa huitième session. Le 9 mars 1949, le Conseil économique et social a voté une résolution prenant acte du rapport précité, approuvant les efforts faits jusqu'alors par l'OIR en vue de développer la pratique de la réinstallation des réfugiés par groupes familiaux, insistant sur la nécessité de poursuivre ces efforts en négociant avec les pays qui reçoivent des personnes déplacées et demandant enfin aux pays d'accueil d'examiner avec bienveillance toute possibilité :

- a) d'élargir encore davantage, en établissant leurs programmes de réinstallation, leur définition du groupe familial;
- b) d'admettre une plus forte proportion de réfugiés intellectuels et d'aider à leur réadaptation professionnelle lorsque ce sera nécessaire

Protection politique

L'OIR a étroitement collaboré avec les Nations Unies aux études, à la préparation de documents et aux autres mesures concernant l'apatridie et les déclarations de décès (voir les chapitres VII et XIII relatifs à la protection juridique).

Aide aux réfugiés de Palestine

En août 1948, le Secrétaire général des Nations Unies a, sur la proposition du Conseil de sécurité, demandé au Directeur général quelle assistance l'OIR pouvait prêter aux réfugiés de Palestine. Le Directeur général a fait savoir au Secrétaire général qu'en raison des limitations imposées par sa constitution et son budget, l'OIR ne pouvait pas envisager un programme d'assistance à ce groupe. Il a toutefois détaché pour un laps de temps limité auprès du Médiateur des Nations Unies, le Directeur des approvisionnements et des transports.

Certaines autres formes d'assistance ont été fournies par l'OIR. Un fonctionnaire du service des approvisionnements a été détaché à Port Saïd pour prêter son concours aux opérations d'approvisionnement tandis qu'un autre était transféré à titre provisoire à Genève, au siège du Service d'aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine. Le Directeur général a offert à ce service de se charger, sur la demande de ce dernier et contre remboursement ultérieur, de lui procurer des approvisionnements; aux termes de cet arrangement, l'OIR a procuré 7.000 tonnes de farine, 200 tonnes de sucre et 1.200 tentes pour un prix de 1.091.662 dollars environ. Sur la

demande de l'Aide aux réfugiés de Palestine, l'OIR s'est également livrée à de nombreuses recherches sur les marchés mondiaux et, depuis le 31 décembre 1948, elle a procuré 500 autres tentes au prix de 23.000 dollars.

En outre, l'OIR a acheté 100.000 couvertures provenant des excédents de stocks gouvernementaux et les a remis à l'Aide aux réfugiés. L'Organisation a également offert aux Nations Unies ses stocks et moyens de transport du camp d'El Chatt. Cette offre a été acceptée et les fournitures ont été reprises en 1948 par une organisation bénévole opérant pour le compte de l'Aide des Nations Unies aux réfugiés de Palestine.

Assistance technique en vue du développement économique

Comme suite à une résolution concernant le développement économique des pays insuffisamment développés, adoptée par le Conseil économique et social à sa huitième session, une réunion officieuse s'est tenue à Genève au mois de mars sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies pour examiner comment les diverses institutions spécialisées d'Europe pourraient éventuellement prêter leur concours à la mise en oeuvre d'un programme d'assistance technique aux pays insuffisamment développés. Aux termes de cette résolution, le Secrétaire général est invité à présenter à sa neuvième session du Conseil économique et social un rapport où seront exposés :

- 1) un projet complet pour l'élargissement du programme coopératif visant à assurer, par l'entremise de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées, l'assistance technique en vue du développement économique;
- 2) les méthodes de financement de ce programme, et notamment la création de budgets spéciaux; et
- 3) les moyens d'assurer la coordination pour ce qui est de l'élaboration et de l'exécution du programme.

Les institutions spécialisées doivent maintenant communiquer au Secrétaire général des Nations Unies leurs suggestions en vue de l'établissement du programme envisagé par le Conseil économique et social, en indiquant le genre de coopération qu'elles sont en mesure d'apporter à sa réalisation.

Coordination administrative

L'Organisation a participé sans réserves aux travaux du Comité de coordination. Des représentants du siège central de l'OIR ont assisté aux réunions de ce Comité qui se sont tenues à Paris et des représentants du bureau de Washington ont assisté en qualité d'observateurs aux réunions tenues à Lake Success. L'OIR a également collaboré avec les organes subsidiaires du Comité, notamment le Comité consultatif des questions administratives qui s'occupe des problèmes budgétaires et de personnel.

La Division de l'information de l'OIR travaille en liaison étroite avec le Département de l'information des Nations Unies auquel elle a fourni de la documentation sur l'OIR, pour diverses publications des Nations Unies. Elle a également collaboré avec la Division du cinématographe et avec le Conseil du cinéma de ce Département. Depuis quelque temps les deux Organisations entretiennent des rapports étroits en matière de radio, qui vont aller en se développant du fait de la nomination récente par l'OIR d'un fonctionnaire préposé à l'information radiophonique. Les Nations Unies ont mis à la disposition de l'OIR tous leurs services d'émissions radiophoniques, et ont consacré plusieurs émissions, tant aux Etats-Unis qu'à Paris pendant l'Assemblée générale, à l'oeuvre de l'OIR.

La Division de l'information de l'OIR participe aux réunions des Nations Unies relatives à la coordination des sources d'information, qui se tiennent à Paris et à Genève. Les rapports entre ces deux services ont été des plus satisfaisants.

Utilisation des services administratifs des Nations Unies

L'Office européen des Nations Unies à Genève fournit à l'OIR, qui l'en indemnise, divers services administratifs. Certains bureaux du Palais des Nations lui sont réservés. Des salles de conférence lui ont été prêtées pour les sessions de la Commission préparatoire, du Comité exécutif, du Conseil général et d'autres conférences. L'OIR fait appel aux services de reproduction et de ronéo des Nations Unies et celles-ci ont également imprimé des documents pour l'Organisation. L'OIR utilise aussi les services de distribution des Nations Unies pour transmettre à certains gouvernements qui les demandent des documents publiés à l'occasion des conférences. Depuis juillet 1948, les services télégraphiques des Nations Unies sont à la disposition de l'OIR qui s'en sert pour transmettre ses communiqués de presse.

Bureau international du Travail

Lors de la sixième session du Comité administratif de coordination des Nations Unies, le Directeur général de l'OIT a invité le Secrétaire général des Nations Unies et les directeurs des autres institutions spécialisées internationales à désigner des représentants qui se réuniraient avec lui à Genève en février 1949 pour étudier le programme de l'OIT en matière de main-d'oeuvre, de migrations et de formation technique, en vue de rechercher dans quelle mesure les Nations Unies, leurs commissions régionales et les autres institutions spécialisées pourraient appliquer ou compléter ce programme; et réciproquement, dans quelle mesure l'OIT pourrait participer aux programmes connexes des organes des

Nations Unies et autres institutins spécialisées. Le Directeur général et certains hauts fonctionnaires de l'OIR ont participé à cette conférence qui s'est tenue les 17 et 18 février 1949 à Genève. Elle s'est livrée à une étude générale de la contribution que les institutions spécialisées assistant à la conférence (à savoir l'OMS, l'OAA, l'UNESCO, la Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce et la Banque internationale) pourraient apporter à l'application du programme de l'OIT. Il s'est avéré que ces organisations souhaitent collaborer intégralement tant dans le domaine social que dans celui du développement économique. Le Directeur général a déclaré que l'OIR était disposée à collaborer, notamment dans le cadre de ses fonctions actuelles qui ont trait à la formation professionnelle, à la main-d'oeuvre et aux migrations.

Des fonctionnaires de l'OIT et de l'OIR ont déjà travaillé en liaison étroite sur un certain nombre de questions d'intérêt commun aux deux organisations, et le Directeur général croit que cette conférence a puissamment contribué au renforcement des relations d'ordre pratique déjà solidement établies. Des dispositions spéciales ont été prises par chaque organisation pour le maintien et le développement de ses relations avec l'autre.

Un expert de l'OIT donne à l'Organisation des avis sur la formation professionnelle des réfugiés, et un membre du personnel du BIT collaborera avec l'OIR à la solution des problèmes spéciaux que poseront la formation et le reclassement des réfugiés et personnes déplacées infirmes, dont il est fait mention aux chapitres V (d) et XI.

L'OIR fournit chaque semestre à l'OIT des statistiques du nombre

de réfugiés en état de travailler qui peuvent être réétablis; ces statistiques, rapprochées des rapports qu'elle reçoit de ses membres, permettent à l'OIT de dresser des statistiques complètes des excédents et des déficits de main-d'oeuvre en Europe occidentale.

L'OIR a mis l'OIT au courant du développement des bureaux de placement des travailleurs et des méthodes de classification professionnelle.

Organisation mondiale de la santé

L'OMS a collaboré en plusieurs occasions avec l'OIR à l'exécution de son programme sanitaire (voir chapitre V (b)). En outre, le personnel de l'OIR peut utiliser la bibliothèque de l'OMS à Genève.

Commissions économiques régionales

L'OIR a donné à la Commission économique pour l'Amérique latine des renseignements sur son oeuvre de rétablissement en Amérique latine.

Le secrétariat de l'OIR a collaboré avec celui de la Commission économique pour l'Europe à la mise au point du programme pour 1948 de son Comité de la main-d'oeuvre.

En outre, l'OIR a examiné, de concert avec la CEE, les plans de recensement par profession et de classification professionnelle des réfugiés, les programmes de formation des réfugiés en matière de construction de maisons préfabriquées, ainsi que d'autres problèmes d'intérêt commun.

Rétablissement des spécialistes

Les diverses institutions spécialisées collaborent avec l'OIR à la solution du problème très complexe du rétablissement des spécialistes. Lors de la troisième session de sa Conférence générale, tenue à

Beyrouth du 17 novembre au 11 décembre 1948, l'UNESCO a adopté les deux résolutions ci-après relatives au programme de l'OIR :

"IL EST RECOMMANDE aux Etats Membres

1.37 d'inviter leurs établissements d'enseignement à fournir aux intellectuels réfugiés des emplois appropriés et à leur procurer les moyens de se perfectionner dans la langue du pays..."

"LE DIRECTEUR GENERAL EST CHARGE

1.513 de tenir compte, dans le cadre des activités de secours auxquelles participe l'UNESCO et en consultation avec l'Organisation internationale pour les réfugiés, des besoins particuliers des réfugiés aux points de vue éducatif, scientifique et culturel."

L'OIR collabore avec l'UNESCO à l'application de ces résolutions.

La Commission permanente des Migrations du Bureau international du travail a approuvé, lors de sa séance plénière tenue à Genève le 26 janvier 1949, le programme ci-après d'aide au rétablissement des spécialistes qui a été soumis au Conseil d'administration de l'OIT, lequel l'a adopté à sa session du mois de mars.

"Le BIT, agissant en étroite collaboration avec les autres organisations internationales intéressées, pourrait être chargé:

- I (1) de communiquer aux gouvernements des Etats Membres des renseignements aussi complets que possible sur les spécialistes disponibles parmi les réfugiés et personnes déplacées qui se trouvent sous la protection de l'OIR;
- (2) de demander aux Etats Membres de lui faire connaître, dans un délai déterminé, les possibilités qu'ils peuvent avoir de placer ces travailleurs dans leur propre profession ou dans une profession connexe et de donner, si nécessaire, des informations appropriées

sur les règlements en vigueur;

- (3) de donner aux gouvernements des Etats Membres et à l'OIR toute l'assistance possible qui lui serait demandée en vue de faciliter le recrutement, le placement et la rééducation de ces spécialistes;
- (4) de se tenir en contact avec les autres organisations internationales intéressées en vue d'entreprendre une campagne publicitaire pour faciliter le placement de ces travailleurs.

II. De suggérer à l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- (1) de préparer un document indiquant la nature des cours suivis et le stade de formation atteint par les réfugiés et les personnes déplacées qui sont inscrits dans des universités;
- (2) d'examiner les possibilités d'emploi de ces étudiants à la lumière des résultats obtenus en relation avec le point I ci-dessus.

- III (1) de demander aux Etats Membres s'ils ont un excédent de spécialistes et, dans l'affirmative, de leur demander d'envoyer des informations les concernant;
- (2) de transmettre ces informations à tous les Etats Membres;
 - (3) de prendre les mesures qui seraient appropriées, étant admis les excédents et les demandes connus."

L'Organisation mondiale de la santé a, en outre, en application d'une résolution de sa Commission intérimaire, adressé à tous les gouvernements membres de l'OMS qui sont aussi membres de l'OIR, une circulaire en faveur du rétablissement des médecins.

RECAPITULATION

BUDGET 1948-49

BUDGET ADMINISTRATIF

\$

<u>Section I - Conseil général et Comité exécutif</u>	150.000
II - <u>Administration centrale</u>	2.927.745
III - <u>Autres bureaux</u>	1.720.055
<u>Total du budget administratif</u>	4.797.800

BUDGET D'EXECUTION - PREMIERE PARTIE

<u>Section I - Personnel et frais généraux</u>	12.700.699
II - <u>Achat et entretien des véhicules</u>	4.545.349
III - <u>Santé, assistance et entretien</u>	
1. Assistance directe	41.086.890
2. Assistance médicale	2.125.600
3. Formation professionnelle	1.500.000
4. Secours en espèces	4.146.567
5. Frais forfaitaires	4.306.754
6. Organisation communautaire et assistance sociale	900.000
<u>Total</u>	54.065.811
IV - <u>Rapatriement</u>	2.197.195
V - <u>Réétablissement</u>	
1. Transports	56.557.000
2. Autres réétablissements collectifs	1.411.250
3. Réétablissements individuels	10.020.000
<u>Total</u>	67.988.250
VI - <u>Prêts pour réinstallation sur place</u>	150.000
VII - <u>Réserve pour imprévus</u>	8.581.954
<u>Total du budget d'exécution - Première partie</u>	150.229.258
<u>Total (non compris le réétablissement en grand)</u>	155.027.058

BUDGET D'EXECUTION - DEUXIEME PARTIE

Rétablissement en grand	48.712
-------------------------	--------

TOTAL GENERAL 155.075.770

ANNEXE II

STATISTIQUES, FEVRIER 1949

<u>Tableau N° 1</u>	-	Résumé des statistiques de l'OIR
<u>Tableau N° 2</u>	-	<u>Assistance</u> : Nouvelles demandes reçues, juillet-décembre 1948
<u>Tableau N° 3</u>	-	<u>Assistance</u> : Nouvelles demandes, pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique, août - décembre 1948
<u>Tableau N° 4</u>	-	<u>Assistance</u> : Nouvelles demandes, total du 1er avril 1948 au 28 février 1949.
<u>Tableau N° 5</u>	-	<u>Assistance et entretien</u> : Pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique
<u>Tableau N° 6</u>	-	<u>Assistance et entretien</u> ; Lieux de résidence des enfants non accompagnés
<u>Tableau N° 7</u>	-	<u>Assistance et entretien</u> : Pays présumés de citoyenneté des enfants non accompagnés
<u>Tableau N° 8</u>	-	<u>Assistance et entretien</u> : Emploi des réfugiés
<u>Tableau N° 9</u>	-	<u>Rapatriement</u> : Pays de destination
<u>Tableau N° 10</u>	-	<u>Réétablissement</u> : Pays de destination, zone de départ
<u>Tableau N° 11</u>	-	<u>Réétablissement</u> : Pays de destination.

Distance de l'OIR

1948					1949	
août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
703.563	708.002	707.482	714.156	715.091	699.421	701.447
576.716	560.547	551.196	536.117	523.859	511.133	499.473
126.847	147.455	156.286	178.039	191.232	188.288	201.974
542.020	526.890	514.972	497.412	484.501	471.047	460.927
34.696	33.657	36.224	38.705	39.358	40.086	38.546
139.425	136.291	137.463	133.982	131.961	129.620	129.338
128.070	126.536	125.900	124.250	122.709	121.252	117.927
18.948	19.014	18.747	18.574	18.445	18.334	17.849
70.023	68.234	67.780	67.598	66.538	65.487	63.932
39.099	39.288	39.373	38.078	37.726	37.431	36.146
135.312	124.109	114.369	106.487	98.118	90.546	81.915
87.732	86.827	84.892	79.561	78.334	78.038	74.900
86.177	86.784	88.572	91.837	92.737	91.677	95.393
41.761	40.582	38.093	35.888	35.298	32.695	33.525
11.415	11.682	10.818	8.808	8.831	7.712	8.205
5.292	4.936	4.782	4.710	4.785	4.912	4.106
25.054	23.964	22.493	22.370	21.682	20.071	21.214
485.950	475.018	465.114	449.024	438.466	427.022	411.654
164.786	160.725	158.017	153.268	151.200	147.330	142.472
39.294	38.162	37.287	35.535	34.961	34.365	33.698
281.870	276.131	269.810	258.221	252.305	245.327	235.484
23.368	19.813	18.735	17.389	16.296	16.053	16.547
7.724	7.472	6.817	5.938	5.877	5.824	5.801
17.913	17.662	22.437	27.878	27.922	29.539	31.946
2.368	2.177	2.244	1.990	1.845	1.822	1.949
1.485	1.395	1.514	1.425	1.467	1.454	1.347

Résumé des statistiques de l'OIR

Réfugiés r

IV. REETABLISSEMENT

	Total 1er juillet 1947 - 28 février 1949	Total 1er juillet 1947 - 30 juin 1948	Juillet
A. Rapatriement	62.621	51.439	1.817
B. Réétablissement	408.067	209.144	24.892
1. Réétablissement collectif	254.218	156.958	14.813
a. Avec l'aide de l'OIR	184.767	94.031	12.280
b. Sans l'aide de l'OIR	69.451	62.927	2.533
2. Migration individuelle a/	153.849	52.186	10.079
a. Avec l'aide de l'OIR	65.820	44.254	2.045
b. Sans l'aide de l'OIR	88.029	7.932	8.033
3. Réétablissement total avec l'aide de l'OIR a/	250.587	138.285	14.326

a/ Ne comprend pas les réfugiés transférés en Israël de mai 1948 à février 1949, et de la plupart de ces réfugiés. Ceux qui ont été reconnus comme relevant du mande participation de l'OIR".

Tableau 2

ASSISTANCE DE L'OIR

Nouvelles demandes : Réfugiés reconnus comme relevant du mandat de l'OIR
juillet à décembre 1948

Secteur d'opération de l'OIR	Total	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<u>TOTAL</u>	<u>129.920</u>	<u>24.189</u>	<u>21.550</u>	<u>22.397</u>	<u>19.377</u>	<u>22.697</u>	<u>19.710</u>
Autriche	20.796	a/5.000	5.623	3.943	3.242	2.033	1.955
Belgique	3.683	a/ 500	a/ 500	a/ 500	a/ 500	1.524	159
Extrême-Orient	3.160	a/ 250	a/ 300	335	638	506	1.131
France	19.312	2.289	8	4.831	2.717	5.182	4.285
Allemagne	<u>69.269</u>	<u>12.153</u>	<u>13.641</u>	<u>11.314</u>	<u>10.695</u>	<u>11.626</u>	<u>9.840</u>
Zone britannique	14.783	2.485	3.712	2.626	1.789	2.454	1.717
Zone française	4.229	1.541	791	573	268	570	486
Zone américaine	50.257	8.127	9.138	8.115	8.638	8.602	7.637
Italie	11.738	3.884	2.258	1.178	1.288	1.397	1.733
Divers	1.962	113	220	296	297	429	607

a/ Evaluation

Tableau 3

ASSISTANCE DE L'OIR

Nouvelles demandes : Réfugiés reconnus comme relevant du mandat de l'OIR

août-décembre 1948

Pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique	Pourcen- tage de réparti- tion	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<u>TOTAL</u>	<u>100</u>	<u>21.550</u>	<u>22.397</u>	<u>19.377</u>	<u>22.697</u>	<u>19.710</u>
Pays baltes	5	1.223	983	1.115	1.219	1.086
Tchécoslovaquie	9	2.068	2.011	1.487	1.887	1.882
Allemagne	4	602	883	1.317	1.031	635
Hongrie	12	2.455	3.228	2.583	2.324	1.800
Pologne	30	5.699	6.725	6.075	6.843	6.197
Roumanie	5	1.000	1.757	1.100	851	756
U.R.S.S.	4	1.066	1.377	493	500	520
Yougoslavie	10	3.183	1.945	1.708	2.368	1.640
Ukraine	7	2.062	1.671	1.379	1.055	1.033
Divers	14	2.192	1.817	2.120	4.619	4.161

OIR

48 - 28 février 1949

Tableau 4

résidence habituelle ou groupe ethnique

Allemagne	Lithuanie	Pologne	Roumanie	Espagne	URSS	Yougoslavie	Divers	Statut Nansen	Apatrides	Ukrainiens	Indéterminés
1.071	6.219	57.523	11.717	10.496	7.466	19.281	1.156	14.601	1.711	16.189	2.460
230	230	1.682	1.662	23	762	4.168	254	961	-	1.943	369
82	47	2.071	252	75	123	175	25	18	778	306	-
-	3	189	155	6	1	-	7	-	242	273	-
594	199	260	22	-	1	2	-	-	23	59	-
116	77	465	70	-	591	78	192	6.304	44	238	-
211	250	9.255	4.189	10.121	-	1.012	129	3.184	-	1.079	533
4.746	5.241	39.202	2.486	107	5.388	8.428	398	4.063	375	12.224	1.000
630	660	8.685	287	12	997	3.802	96	274	-	1.181	145
260	118	1.625	472	42	188	452	86	25	302	24	88
3.856	4.463	28.892	1.727	53	4.203	4.174	216	3.764	73	11.019	767
50	146	4.093	2.846	23	580	5.343	110	-	98	42	555
29	23	73	-	-	8	18	-	71	14	15	-
-	-	52	6	-	2	34	15	-	-	-	2
-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-
-	-	14	2	-	2	14	14	-	-	-	1
-	-	36	4	-	-	10	-	-	-	-	-
-	-	9	-	-	-	10	-	-	-	-	1
13	2	111	20	2	4	8	18	-	137	10	1
-	-	1	-	-	-	-	3	-	-	-	-
-	-	7	-	133	-	1	5	-	-	-	-
-	1	55	9	6	6	14	-	-	-	-	-

Nouvelles demandes reçues - Réfugiés reconnus comme relevant du mandat de l'OIR; 1er avr

Secteur d'opération de l'OIR	Pays de citoyenneté, d'origine									
	TOTAL	Albanie	Autriche	Bulgarie	Biélorussies	Tchécoslovaquie	Estonie	Allemagne	Grèce	Hongrie
<u>TOTAL</u>	<u>216.138</u>	<u>2.480</u>	<u>1.598</u>	<u>1.677</u>	<u>386</u>	<u>18.176</u>	<u>3.067</u>	<u>8.432</u>	<u>433</u>	<u>24</u>
Autriche <u>a/</u>	20.032	1	369	369	-	1.422	184	69	207	5.
Belgique	6.157	-	249	19	-	407	60	495	-	-
Tchécoslovaquie	957	-	16	2	-	-	-	30	4	-
Danemark	1.282	-	-	-	-	15	78	3	-	-
Extrême-Orient	8.606	-	45	3	-	96	111	88	13	-
France	38.511	-	338	271	-	2.401	101	734	-	4.7
Allemagne	<u>119.604</u>	<u>31</u>	<u>126</u>	<u>544</u>	<u>386</u>	<u>13.001</u>	<u>2.495</u>	<u>6.584</u>	<u>142</u>	<u>12.6</u>
Zone britannique	19.228	-	10	37	-	896	204	710	10	5
Zone française	7.076	2	7	32	1	893	72	784	17	1.5
Zone américaine	93.300	29	109	475	385	11.212	2.219	5.090	115	10.4
Italie	19.569	2.429	406	454	-	680	31	347	61	1.2
Luxembourg	376	-	3	-	-	95	5	-	5	-
Moyen-Orient	<u>222</u>	<u>18</u>	<u>11</u>	<u>14</u>	-	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>31</u>	-	-
Afrique orientale	33	-	10	-	-	-	-	22	-	-
Egypte	71	4	1	3	-	5	-	7	-	-
Liban	70	-	-	4	-	4	2	1	-	-
Turquie	48	14	-	7	-	-	-	1	-	-
Pays-Bas	452	-	9	1	-	49	-	3	-	-
Pérou/Bolivie	36	-	25	-	-	-	-	7	-	-
Portugal	184	1	1	-	-	-	-	10	-	-
Espagne	150	-	-	-	-	1	-	31	1	-

a/ Evaluation établie sur la base des rapports reçus d'août 1948 à février 1949

Tableau 1 (suite)

établis						
1948					1949	
Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février
2.068	2.006	965	762	1.265	543	1.756
<u>20.377</u>	<u>26.473</u>	<u>25.925</u>	<u>22.432</u>	<u>25.448</u>	<u>25.314</u>	<u>28.062</u>
<u>9.012</u>	<u>12.790</u>	<u>15.171</u>	<u>10.310</u>	<u>8.886</u>	<u>10.278</u>	<u>16.000</u>
8.300	12.040	14.844	9.512	8.476	9.849	15.435
712	750	327	798	410	429	565
<u>11.365</u>	<u>13.683</u>	<u>10.754</u>	<u>12.122</u>	<u>16.568</u>	<u>15.036</u>	<u>12.062</u>
2.415	2.668	2.129	1.864	3.426	3.988	3.030
8.950	11.015	8.625	10.258	13.136	11.048	9.032
10.715	14.708	16.973	11.376	11.902	13.837	18.465

qui figurent sous 2 b). L'OIR a assumé rétroactivement les frais de transport de l'OIR apparaîtront à l'avenir sous la rubrique "Transportés avec la

Reçu des statistiques de l'OIR

		Réfugiés recevant l'as		
		1er juillet 1947	Moyenne mensuelle juillet 1947 - juin 1948	Juillet
I.	<u>ASSISTANCE DE L'OIR</u>			
	A. Total	NS	NS	705.777
	B. Assistance et entretien	719.588	661.289	586.487
	C. Services	NS	NS	119.290
II.	<u>ASSISTANCE ET ENTRETIEN</u>			
	A. Genre d'assistance et d'entretien			
	1. Dans les centres de l'OIR	689.829	633.188	548.805
	2. En dehors des centres de l'OIR	29.759	28.101	37.682
	B. Pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique			
	1. Pologne (Juifs non compris)	196.780	169.364	142.037
	2. Pays baltes	<u>157.859</u>	<u>145.857</u>	<u>132.344</u>
	Estonie	24.782	22.468	19.926
	Lettonie	83.706	77.675	70.983
	Lithuanie	49.371	45.714	41.435
	3. Juifs (tous pays)	168.440	163.077	136.848
	4. Ukrainiens	108.433	94.918	89.205
	5. Divers	88.076	88.073	86.053
	C. Lieu de résidence des réfugiés			
	1. Autriche	<u>33.049</u>	<u>43.689</u>	<u>40.689</u>
	Zone britannique	12.561	10.946	10.128
	Zone française	5.558	5.409	4.662
	Zone américaine	14.930	27.334	25.899
	2. Allemagne	<u>611.469</u>	<u>553.458</u>	<u>493.926</u>
	Zone britannique	<u>230.660</u>	<u>195.636</u>	<u>169.280</u>
	Zone française	44.109	42.024	39.155
	Zone américaine	336.700	315.798	285.493
	3. Italie	29.170	28.511	25.161
	4. Moyen Orient	27.600	19.941	8.214
	5. Divers	18.300	15.690	18.495
III.	<u>ENFANTS NON ACCOMPAGNES DE 16 ANS ET AU-DESSOUS</u>			
	A. Assistance et entretien (compris dans IB et II)	4.100	3.574	2.537
	B. Services seulement (compris dans IC)	NS	NS	1.49

Pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique

Pays de citoyenneté, dernière résidence habituelle ou groupe ethnique.	Réfugiés recevant 1		
	Moyenne mensuelle juillet-décembre 1947		
		Moyenne mensuelle janvier-juillet	juillet
<u>TOTAL</u>	<u>690.747</u>	<u>621.853</u>	<u>586.48</u>
Albanie	604	518	45
Autriche	3.369	3.111	3.57
Bulgarie	138	185	18
Biélorussie	2.858	2.818	3.43
Tchécoslovaquie	7.701	7.155	10.98
Estonie	23.579	21.341	19.93
Allemagne	11.715	8.397	8.56
Grèce	767	657	48
Hongrie	11.929	10.318	11.41
Lettonie	80.627	75.129	71.16
Lituanie	49.440	45.156	42.84
Pologne	303.179	271.354	244.19
Roumanie	16.744	16.349	15.14
Espagne	3.794	4.056	4.95
U.R.S.S.	8.026	4.305	5.00
Yougoslavie	36.429	29.368	27.66
Divers	4.822	2.570	1.88
Statut Nansen	14.079	13.793	15.05
Apatrides	6.925	4.575	2.51
Ukrainiens	98.843	92.005	89.20
Volksdeutsche	159	88	21
Indéterminés	7.012	7.052	4.95
Non signalés	8	1.552	2.66

NOTE: Dans le présent tableau, les réfugiés juifs figurent sous leur pays de c

Distance et l'entretien de l'OIR au dernier jour du mois						
1948					1949	
août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février
576.716	560.547	551.196	536.117	523.859	511.133	499.473
461	571	612	660	667	663	718
3.656	3.516	3.537	3.415	2.837	2.419	2.175
198	211	608	559	590	612	566
3.343	3.447	3.431	3.436	3.449	3.503	3.422
11.124	12.451	13.563	13.736	13.178	12.877	13.048
18.952	19.015	18.747	18.575	18.446	18.335	17.850
8.377	8.148	7.832	6.772	5.955	5.713	5.345
490	367	464	489	412	391	379
11.586	11.309	11.476	13.760	13.792	13.893	14.730
70.209	68.407	67.958	67.748	66.678	65.617	64.073
40.441	40.560	40.588	39.240	38.876	38.566	37.222
241.776	231.388	225.093	213.663	205.806	197.592	189.849
14.255	11.538	10.235	9.698	9.226	8.599	8.294
3.835	3.992	4.465	7.065	7.576	8.251	9.487
4.303	5.000	4.861	4.730	4.660	4.598	4.793
27.110	26.480	26.101	26.705	26.365	24.212	24.197
1.577	1.735	1.518	1.294	1.148	1.213	806
14.652	15.113	15.078	15.957	16.033	17.268	19.173
3.448	2.252	2.272	1.834	1.894	1.737	1.637
87.733	86.827	84.892	79.561	78.334	78.038	74.900
210	99	-	-	-	-	-
5.394	5.360	4.521	4.108	4.566	3.944	3.872
4.495	2.761	3.344	3.112	3.371	3.092	2.937

erneté ou de dernière résidence habituelle.

ASSISTANCE ET ENTRETIEN

Tableau 6

Lieux de résidence des enfants non accompagnés

Enfants non accompagnés recevant l'assistance et l'entretien de l'OIR au dernier jour du mois

Secteur d'opération de l'OIR	Moyenne mensuelle juillet-décembre 1947	Moyenne mensuelle janvier-juin 1948	1948					1949				
			juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	janvier	février		
TOTAL	3.949	3.196	2.537	2.368	2.177	2.214	1.990	1.845	1.822	1.942		
Autriche	167	182	186	182	175	225	152	142	175	161		
Zone Britannique	NS	55	52	52	60	56	57	53	70	47		
Zone française	NS	9	18	16	16	17	16	17	19	13		
Zone américaine	NS	118	116	114	99	152	86	79	86	101		
Belgique	291	285	22	22	22	130	130	126	78	78		
Danemark	-	-	-	-	-	3	3	3	3	3		
Extrême-Orient	-	-	-	1	4	9	13	12	12	32		
France	291	337	267	258	243	300	300	301	301	301		
Allemagne	2.012	1.508	1.253	1.154	1.055	1.076	1.100	977	981	1.064		
Zone britannique	637	527	429	444	447	456	477	414	422	422		
Zone française	32	66	57	71	72	71	68	71	72	73		
Zone américaine	1.343	915	767	639	536	549	555	492	487	569		
Italie	425	440	550	494	430	359	151	146	142	187		
Moyen-Orient	747	433	253	252	242	134	126	123	123	116		
Afrique orientale	533	358	246	246	238	130	120	117	117	111		
Egypte	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Indes	199	68	-	-	-	-	-	-	-	-		
Liban	14	7	7	6	4	4	6	6	6	5		
Pays-Bas	16	13	6	5	6	8	8	8	7	7		

Emploi des réfugiés recevant en février 1949 l'assistance et l'entretien de l'OIR dans les régions indiquées																		
	ALLEMAGNE						ITALIE											
	TOTAL			AUTRICHE			Zone britannique			Zone française			Zone américaine					
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
1. Employés pendant la dernière semaine par mois	25.942	72.343	23.606	8.245	6.208	2.037	27.180	21.068	6.112	10.215	7.696	2.519	46.884	34.421	12.463	3.425	2.950	475
a) par l'OIR	6.643	41.286	15.357	4.156	2.936	1.220	12.853	9.706	3.147	260	192	68	36.289	25.778	10.511	3.085	2.674	411
i) à des fonctions administratives et d'entretien, y compris les réfugiés employés dans les centres de rassemblement	52.386	39.444	12.942	3.510	2.438	1.022	12.853	9.706	3.147	260	192	68	32.812	24.468	8.344	2.951	2.590	361
ii) à l'exécution de travaux	4.257	1.842	2.415	646	448	198	-	-	-	-	-	-	3.477	1.310	2.167	134	84	50
b) par les autorités d'occupation	14.649	12.484	2.165	867	775	92	6.851	5.986	865	2.651	1.877	774	4.280	3.846	434	-	-	-
c) par d'autres employeurs	19.067	14.824	4.243	2.398	2.237	661	7.054	4.954	2.100	6.237	5.070	1.167	2.635	2.373	262	243	190	53
d) travaillant pour leur propre compte pendant la dernière semaine du mois	5.590	3.749	1.841	324	260	64	422	422	-	1.067	557	510	3.680	2.424	1.256	97	86	11
2. Réfugiés suivant des cours de formation professionnelle pendant la dernière semaine du mois	11.212	8.010	3.202	1.156	634	522	3.605	3.277	328	533	429	104	5.109	3.089	2.020	802	581	228
a) dans des écoles de l'OIR	7.275	5.778	1.497	625	379	246	3.298	3.051	247	-	-	-	3.160	2.200	960	192	148	44
b) dans d'autres écoles	3.937	2.232	1.705	531	255	276	307	226	81	533	429	104	1.949	889	1.060	617	433	184
3. Réfugiés ayant achevé leur formation professionnelle pendant le mois	1.168	727	441	-	-	-	188	104	84	60	53	7	861	537	324	59	33	26
4. Réfugiés ayant reçu deux heures ou plus d'enseignement de langues étrangères pendant la dernière semaine du mois	33.092	20.351	12.741	2.645	1.359	1.286	11.745	8.240	3.505	971	580	391	16.931	9.634	7.297	800	538	262
a) dans des écoles de l'OIR	NR	NR	NR	2.282	1.181	1.101	11.745	8.240	3.505	-	-	-	13.442	7.978	5.464	789	529	260
b) dans d'autres écoles	NR	NR	NR	363	178	165	-	-	-	971	580	391	3.489	1.556	1.833	11	9	2

[illegible]

Pays de destination	Réfugiés ayant quitté, pour être réétablis, les zones indiquées d'action de l'OIR, du 1 ^{er} juillet au 26 février 1949															
	TOTAL	Zone anglaise	Zone française	Zone américaine	Région de Vienne	non signalés	Belgique	Tchécoslovaquie	Danemark	Extrême Orient	France métropolitaine	Afrique du Nord	Zone anglaise	Zone française	Zone américaine	Non signalés
TOTAL	408.067	16.458	8.225	19.924	2.008	11.965	2.035	1.383	259	7.953	11.200	12.536	83.095	11.723	153.336	7.025
Argentine	26.233	2.893	2.131	2.483	206	5	563	96	179	124	1.702	-	514	257	1.565	-
Australie	23.870	21	15	94	108	53	7	58	1	457	383	-	8.865	19	12.340	-
Belgique	21.869	5	16	30	50	12	-	21	-	6	-	-	3.804	7	17.893	-
Bolivie	631	3	3	9	54	33	64	34	-	51	35	-	16	-	275	-
Bresil	13.096	1.311	569	2.440	74	577	14	1	-	81	435	-	3.294	1.689	1.875	-
Canada	53.785	3.276	1.338	4.835	122	529	64	55	28	112	264	-	17.225	711	23.712	-
Chili	1.782	19	13	1.115	103	12	6	14	-	36	132	-	16	19	125	-
Colombie	373	-	9	5	19	3	6	5	-	13	36	-	3	102	99	-
Costa Rica	125	-	-	13	29	-	-	3	-	2	9	-	-	-	53	-
Cuba	334	3	3	26	21	2	6	6	-	1	42	-	3	-	143	-
Republique Dominicaine	97	-	7	-	1	-	1	-	-	8	6	-	-	11	17	-
Equateur	224	11	1	3	13	2	-	4	-	33	32	-	8	-	34	-
Egypte	151	4	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	6	-
France	25.599	2.527	2.650	991	184	1.367	-	94	-	22	-	-	5.824	5.337	7.538	-
Maroc Français	932	-	19	-	-	-	1	-	-	4	304	-	14	103	469	-
Guatemala	239	-	5	6	14	-	1	-	-	-	174	-	-	-	7	-
Israël	93.431	200	7	790	56	5.337	1.089	561	-	2.968	3.964	12.536	4.716	2	37.223	7.025
Italie	260	-	5	8	44	-	3	180	-	5	-	-	3	2	6	-
Mexique	274	-	-	1	-	-	-	-	-	1	155	-	157	-	14	-
Pays-Bas	4.036	5	3	3	6	-	1	-	-	5	-	-	6	3	3.842	-
Nouvelles Zelande	101	3	0	5	15	-	-	-	-	17	4	-	-	-	18	-
Rhodesie du Nord	287	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	48	1	-	-	-	-	-	3	-	6	4	-	1	-	19	-
Paraguay	4.913	57	27	224	177	96	2	138	-	65	129	-	2.392	2	824	-
Pérou	2.082	10	5	7	9	-	-	25	-	6	15	-	8	4	41	-
Rhodesie du Sud	91	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	7	-
Suède	2.936	6	23	701	20	395	-	-	1	18	8	-	823	18	886	-
Suisse	267	3	29	12	10	-	-	-	-	10	1	-	46	32	121	-
Syrie	275	-	7	9	2	-	-	-	-	1	4	-	3	-	-	-
Tanganyika	165	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	418	53	115	12	-	2	-	3	-	-	12	-	-	-	104	-
Turquie	1.805	256	304	21	6	-	-	-	-	-	-	-	-	99	582	-
Union Sud Africaine	279	4	5	8	15	-	4	-	1	9	17	-	17	2	64	-
Royaume-Uni	81.578	5.222	704	3.380	71	1.662	7	5	6	21	58	-	34.774	2.704	16.161	-
Etats-Unis d'Amérique	29.826	20	-	1.849	496	435	30	2	1	135	436	-	212	24	21.313	-
Uruguay	623	15	23	14	31	7	-	25	-	27	66	-	5	-	181	-
Venezuela	11.921	55	173	769	14	1.358	119	21	1	57	2.313	-	230	554	5.668	-
Divers	690	5	11	34	33	20	14	20	41	34	64	-	93	21	111	-
Non signalés	1.321	-	-	-	-	53	33	10	-	105	386	-	-	1	-	-

a) Sous réserve de rectification pour tenir compte des émigrants qui auront été reconnus comme n'étant pas réfugiés.

RETABLESSEMENT

Pays de destination et zones de départ

Pays de destination	Réfugiés ayant quitté, pour être réétablis, les zones indiquées d'action de l'OIR, du 1er juillet au 28 février 1949												
	Italie	Luxembourg	Afrique occidentale	Egypte	Inde	Moyen-Orient		Pays-Bas	Portugal	Espagne	Suisse	Royaume-Uni	Non signalés
						Etat d'Israël	Turquie						
TOTAL	34.460	20	10.285	775	3.082	4.384	26	1.212	270	132	1.350	77	2.763
Argentine	12.702	9	54	79	-	211	5	22	7	27	368	24	-
Australie	660	-	26	604	-	19	-	38	3	-	82	15	-
Belgique	4	-	4	-	-	-	-	-	-	-	17	-	-
Bolivie	20	-	-	4	-	-	-	16	-	7	5	-	-
Brésil	165	-	1	12	-	2	8	8	-	2	28	-	-
Canada	1.294	2	104	6	-	16	-	19	4	1	63	-	-
Chili	81	-	-	25	-	-	-	9	6	10	31	-	-
Colombie	36	3	-	-	-	-	-	13	-	17	4	-	-
Costa Rica	15	-	-	-	-	-	-	1	4	-	-	-	-
Cuba	72	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-
République Dominicaine	17	-	2	8	-	-	-	14	-	-	-	-	-
Equateur	74	-	1	-	-	-	-	4	-	1	3	-	-
Egypte	136	-	-	-	1	-	7	-	6	-	17	-	-
France	103	-	10	2	-	-	1	-	11	9	-	-	-
Maroc Français	6	-	-	-	-	-	1	-	8	-	-	-	-
Guatemala	18	-	-	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-
Israël	13.451	-	-	-	-	-	-	662	-	-	29	1	2.763
Italie	-	-	2	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	3	-	1	-	-	-	-	-	91	3	1	1	-
Pays-Bas	5	-	2	-	-	-	-	1	-	3	2	-	-
Nouvelle Zélande	14	-	7	-	-	3	-	5	-	-	-	-	-
Rhodésie du Nord	-	-	287	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Panama	9	-	-	-	-	-	-	4	1	-	19	5	-
Paraguay	740	-	-	-	-	5	-	10	-	1	15	-	-
Pérou	1.935	-	-	-	-	-	-	2	-	-	3	-	-
Rhodésie du Sud	3	-	74	-	-	-	-	-	-	-	8	-	-
Suède	27	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	1	-	-	-	2	1	-	-	-	-	-	-
Syrie	245	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tanganyika	3	-	162	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	13	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	610	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Union Sud Africaine	76	-	23	9	3	-	2	2	1	1	6	2	-
Royaume-Uni	87	-	9.405	9	3.078	4.087	2	5	17	11	11	2	-
Etats-Unis d'Amérique	1.046	-	27	-	-	23	-	356	1	1	2	18	-
Uruguay	223	5	-	-	-	-	-	2	107	30	16	-	-
Venezuela	383	-	8	-	-	-	-	6	2	10	14	-	-
Divers	67	-	75	9	-	5	-	6	1	-	-	-	-
Non signalés	117	-	3	-	-	2	-	-	1	-	600	-	-

REETABLISSEMENT

Pays de destination

Tableau II

Réfugiés ayant quitté les zones d'action de l'OIR pour être rétabliss

Pays de destination	Total		1948												1949	
	Total		Total												Janvier	Février
	28 février 1948	1er juillet 1947- 31 décembre 1947- 30 juin 1948	1er juillet 1947- 31 décembre	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre							
TOTAL	403.067	209.144	145.547	24.992	20.377	26.472	25.925	22.432	25.448	25.314	23.062					
Argentine	26.233	12.211	9.387	703	2.005	1.311	1.563	1.299	2.001	2.926	1.709					
Australie	23.370	5.702	10.176	1.698	1.809	1.111	2.528	700	2.330	2.108	5.834					
Belgique	21.369	19.147	2.615	456	457	631	11	627	423	23	84					
Bolivie	631	419	155	28	24	23	25	19	31	13	44					
Brésil	13.096	3.526	5.955	953	21	809	1.836	777	1.554	2.154	1.461					
Canada	53.785	25.313	23.234	4.153	2.473	5.911	5.455	3.207	2.030	2.328	2.910					
Chili	1.782	1.486	210	73	8	27	48	19	35	33	53					
Colombie	373	151	196	25	1	83	16	14	57	8	18					
Costa Rica	125	76	36	1	9	1	10	6	9	9	4					
Cuba	334	276	46	23	4	3	3	5	8	4	8					
République Dominicaine	97	68	24	1	-	15	2	6	-	3	2					
Equateur	224	99	107	35	4	21	19	8	20	13	5					
Egypte	151	147	4	-	-	-	4	-	-	-	-					
France	26.699	16.213	8.441	1.881	2.012	1.155	774	1.585	1.034	1.032	958					
Maroc Français	932	729	176	-	19	-	2	22	133	16	11					
Guatemala	239	151	80	40	6	2	6	16	10	3	5					
Israël	93.431	17.019	57.192	7.530	8.581	10.636	8.209	9.604	12.632	10.547	8.673					
Italie	260	50	10	-	2	4	-	3	1	116	84					
Mexique	274	182	63	5	4	3	3	12	36	12	17					
Pays-Bas	4.036	3.488	532	198	178	41	99	14	2	15	1					
Nouvelle Zélande	101	37	38	9	14	3	10	1	1	20	6					
Rhodésie du Nord	287	21	266	-	-	1	12	246	7	-	-					
Panama	48	39	6	1	-	2	2	1	-	3	-					
Paraguay	4.913	3.047	1.797	448	96	347	842	36	28	42	27					
Pérou	2.082	1.283	617	77	10	10	19	8	493	2	180					
Rhodésie du Sud	91	44	47	1	10	4	12	7	13	-	-					
Suède	2.936	1.955	922	126	70	309	77	275	65	24	35					
Suisse	267	192	57	11	10	11	7	10	8	3	15					
Syrie	275	259	16	-	1	2	2	7	4	-	-					
Tanganyika	165	93	55	0	-	-	9	12	34	-	3					
Tunisie	418	257	126	98	-	-	28	12	-	-	6					
Turquie	1.805	519	908	72	-	13	447	236	140	262	116					
Union Sud Africaine	279	166	77	14	-	-	14	14	8	-	36					
Royaume-Uni	81.578	69.796	11.069	4.905	1.127	1.003	1.318	1.642	1.074	500	213					
Etats-Unis d'Amérique	29.826	17.245	4.444	456	373	283	1.400	1.364	568	2.772	5.365					
Uruguay	623	359	200	23	31	21	68	30	27	35	29					
Venezuela	11.921	5.723	6.055	303	961	2108	1.022	565	596	127	16					
Divers	690	331	208	20	30	64	23	35	36	68	83					
Non mentionnés	1.321	1.320	-	-	-	-	-	-	-	-	1					